



**PRÉFET DE LA
RÉGION NOUVELLE-
AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R75-2023-051

PUBLIÉ LE 28 MARS 2023

Sommaire

ARS NOUVELLE-AQUITAINE / DOSA

R75-2023-03-22-00002 - Arrêté révisant le Plan Pluriannuel Régional d'Amélioration de la Pertinence des Soins (PAPRAPS) 2022-2026 de la région Nouvelle Aquitaine (2 pages) Page 3

DREAL Nouvelle Aquitaine / DZDS

R75-2023-03-27-00001 - Arrêté du 27 mars 2023 portant dérogation exceptionnelle à titre temporaire à l'interdiction de circulation à certaines périodes des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC dans le cadre de la gestion d'une épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) (4 pages) Page 6

RECTORAT DE BORDEAUX / DCVSAJ

R75-2023-03-27-00002 - Arrêté portant délégation de signature des actes de liaison de la paye à Madame Marie-Christine HEBRARD, DASEN 33 (4 pages) Page 11

SGAMI / Secrétariat du SGA

R75-2023-03-24-00001 - Convention de délégation de gestion du 24/03/2023 relative à la gestion du programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur" (6 pages) Page 16

SGAR NOUVELLE-AQUITAINE / Mission déconcentration, modernisation et affaires juridiques

R75-2023-03-24-00002 - Arrêté d'orientation de bassin relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne (31 pages) Page 23

ARS NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2023-03-22-00002

Arrêté révisant le Plan Pluriannuel Régional
d'Amélioration de la Pertinence des Soins
(PAPRAPS) 2022-2026 de la région Nouvelle
Aquitaine

Arrêté du 22 mars 2023

*Révisant le Plan d'Actions Pluriannuel Régional
d'Amélioration de la Pertinence des Soins (PAPRAPS)
2022 - 2026
de la région Nouvelle-Aquitaine*

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine

VU le code de la sécurité sociale, **et** notamment les articles L 162-30-3, D 162-11 et suivants ;

VU le décret du 7 octobre 2020, publié au Journal Officiel de la République Française le 8 octobre 2020, portant nomination de M. Benoît ELLEBOODE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de la région Nouvelle-Aquitaine ;

VU la décision du Directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine portant organisation de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 21 janvier 2022 et publiée au RAA n° R75-2022-012 le même jour, ainsi que la décision portant rectification d'une erreur matérielle contenue dans la décision portant organisation de l'ARS Nouvelle-Aquitaine du 21 janvier 2022 publiée au RAA n° R75-2022-015 du 27 janvier 2022

VU la décision du Directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature du 02 janvier 2023 publiée au recueil des actes administratifs N°R75-2023-004

VU l'arrêté du 28 mars 2022 arrêtant le PAPRAPS pour une durée de 4 ans

VU l'avis favorable rendu par l'instance régionale d'amélioration de la pertinence des soins de Nouvelle-Aquitaine le 13 mars 2023 sur le projet de révision du PAPRAPS ;

VU l'avis favorable de la commission régionale de coordination des actions ARS / Assurance maladie de Nouvelle-Aquitaine réunie en formation plénière le 21 mars 2023 sur le projet de révision du PAPRAPS ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Le plan d'actions pluriannuel régional d'amélioration de la pertinence des soins de Nouvelle-Aquitaine, est révisé, tel qu'annexé au présent arrêté.

Ce document peut être consulté sur le site internet de l'Agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine :

<https://www.nouvelle-aquitaine.ars.sante.fr/>

Article 2 – Le plan d'actions pluriannuel régional d'amélioration de la pertinence des soins est révisé chaque année dans les mêmes conditions.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa publication à l'égard des tiers, de faire l'objet :

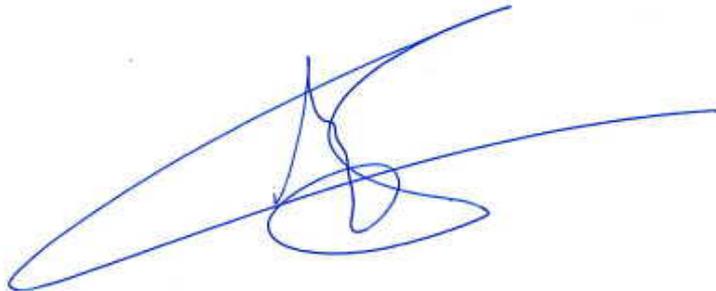
- d'un recours gracieux devant le Directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine ;
- d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de la santé et de la prévention.

- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

Article 4 – Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 22 mars 2023

Le Directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, par délégation, la Directrice par intérim de la Direction Déléguée à l'efficacité et à la transformation numérique du système de santé,
Annabelle FERRE-JANICOT

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

DREAL Nouvelle Aquitaine

R75-2023-03-27-00001

Arrêté du 27 mars 2023 portant dérogation
exceptionnelle à titre temporaire à l'interdiction
de circulation à certaines périodes des véhicules
de transport de marchandises de plus de 7,5
tonnes de PTAC dans le cadre de la gestion
d'une épizootie d'influenza aviaire hautement
pathogène (IAHP)



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

État-major interministériel de zone

ARRÊTÉ DU 27 MARS 2023

portant dérogation exceptionnelle à titre temporaire à l'interdiction de circulation à certaines périodes des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC dans le cadre de la gestion d'une épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP)

**Le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfet de la Gironde**

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R122-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2215-1 ;

Vu le code de la route, et notamment l'article R. 411-18 ;

Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relatif à la modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant M. Étienne GUYOT, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Martin GUESPEREAU, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 avril 2021, relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes et notamment son article 5-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2022, relatif aux interdictions complémentaires de circulation des véhicules de transport de marchandises pour l'année 2023 ;

Considérant le caractère extrêmement contagieux et grave de l'Influenza Aviaire Hautement Pathogène (IAHP) et l'existence de cas avérés sur le territoire national ;

Considérant la situation sanitaire (circulation du virus de l'Influenza Aviaires Hautement Pathogène (IAHP) dans l'avifaune du littoral (mer du Nord, Manche et façade Atlantique) ;

Considérant les missions de dépeuplement de volailles confiées à l'entreprise GT Logistics basée à Bassens (33), via un marché national conclu avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire dans le cadre de la lutte contre les épizooties ;

Considérant que les retards d'approvisionnement en matériels, matériaux, produits ou véhicules indispensables à la gestion des foyers de contamination à l'IAHP, peuvent avoir des conséquences sanitaires ou économiques préjudiciables au regard du caractère exponentiel des épizooties de ce type ;

Considérant qu'il y a lieu de faciliter la continuité des actions de lutte y compris le week-end, et par conséquent, la circulation des véhicules transportant les matériels, matériaux, produits ou véhicules nécessaires au dépeuplement de volailles en élevages ou sur sites dédiés, dans le cadre de mesures ordonnées par l'État ;

Sur proposition de l'État-major interministériel de zone,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La circulation des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC, en charge ou en retour à vide, transportant des matériels, matériaux, produits ou véhicules nécessaires au dépeuplement de volailles en élevage ou sur sites dédiés, dans le cadre de mesures ordonnées par l'État, est exceptionnellement autorisée, dans les départements de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest pendant les périodes suivantes :

- du samedi 1^{er} avril à 22 h 00 au dimanche 02 avril 2023 à 22 h 00,
- du samedi 08 avril à 22 h 00 au lundi 10 avril 2023 à 22 h 00,
- du samedi 15 avril à 22 h 00 au dimanche 16 avril 2023 à 22 h 00,
- du samedi 22 avril à 22 h 00 au dimanche 23 avril 2023 à 22 h 00,
- du samedi 29 avril à 22 h 00 au lundi 1^{er} mai 2023 à 22 h 00,
- du samedi 06 mai à 22 h 00 au lundi 08 mai 2023 à 22 h 00,
- du samedi 13 mai à 22 h 00 au dimanche 14 mai 2023 à 22 h 00,
- du mercredi 17 mai à 22 h 00 au jeudi 18 mai 2023 à 22 h 00,
- du samedi 20 mai à 22 h 00 au dimanche 21 mai 2023 à 22 h 00,
- du samedi 27 mai à 22 h 00 au lundi 29 mai 2023 à 22 h 00,
- du samedi 03 juin à 22 h 00 au dimanche 04 juin 2023 à 22 h 00,
- du samedi 10 juin à 22 h 00 au dimanche 11 juin 2023 à 22 h 00,
- du samedi 17 juin à 22 h 00 au dimanche 18 juin 2023 à 22 h 00,
- du samedi 24 juin à 22 h 00 au dimanche 25 juin 2023 à 22 h 00,

Article 2

Les conducteurs des véhicules doivent pouvoir justifier de la conformité du transport effectué au titre des dispositions de la présente dérogation en cas de contrôle. Les justificatifs doivent être fournis aux agents de contrôle et se trouver à bord du véhicule, ou être immédiatement accessibles s'ils sont dématérialisés.

Article 3

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de zone de défense et de sécurité Sud-Ouest : les préfets des départements de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, les directeurs départementaux des territoires (et de la mer), les directeurs départementaux de la sécurité publique, les commandants des groupements départementaux de gendarmerie.

À Bordeaux, le 27 MARS 2023

Pour le préfet et par délégation,
le préfet délégué pour la défense et la sécurité



Martin GUESPEREAU

RECTORAT DE BORDEAUX

R75-2023-03-27-00002

Arrêté portant délégation de signature des actes
de liaison de la paye à Madame Marie-Christine
HEBRARD, DASEN 33

RÉGION ACADÉMIQUE
NOUVELLE-AQUITAINE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE

**Arrêté portant délégation de signature des actes de liaison de la paye à Madame Marie-Christine
HEBRARD, directrice académique des services de l'éducation nationale de la Gironde**

LA RECTRICE DE LA RÉGION ACADÉMIQUE NOUVELLE AQUITAINE,
RECTRICE DE L'ACADEMIE DE BORDEAUX, CHANCELIÈRE DES UNIVERSITÉS

Vu le code de l'éducation, et notamment ses articles R222-2, R222-16 et suivants, R222-17, R222-19, R222-19-3, R222-24, R222-24-2, R222-25 et D521-12 ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°86-83 modifié du 17 janvier 1986 relatif aux agents non titulaires de l'Etat ;

Vu le décret n°90- 680 modifié du 1er août 1990 portant statut des professeurs des écoles ;

Vu le décret n°94-874 modifié du 7 octobre 1994 relatif aux stagiaires de l'Etat ;

Vu le décret n°95-979 modifié du 25 août 1995 relatif au recrutement des handicapés dans la fonction publique d'Etat ;

Vu le décret n°2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;

Vu l'arrêté du 12 avril 1988 modifié portant délégation permanente de pouvoir aux directeurs académiques des services de l'éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie pour prononcer les décisions relatives à la gestion des instituteurs ;

Vu l'arrêté du 28 août 1990 modifié portant délégation permanente de pouvoirs aux directeurs académiques des services de l'éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie en matière de gestion des professeurs des écoles ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2001 portant délégation permanente de pouvoirs aux directeurs des services de l'éducation nationale pour recruter des intervenants pour l'enseignement des langues à l'école ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant délégation de pouvoirs aux recteurs d'académie et aux directeurs des services de l'éducation nationale en matière de recrutement et de gestion de certains agents non titulaires des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministère chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 5 octobre 2005 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation nationale aux recteurs d'académie en matière de recrutement et de gestion de certains personnels stagiaires et titulaires des services déconcentrés relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu le décret du 24 juillet 2019 nommant Madame Anne BISAGNI-FAURE, rectrice de la région académique Nouvelle Aquitaine, rectrice de l'Académie de Bordeaux ;

Vu le décret du 19 octobre 2021, nommant Madame Marie-Christine HEBRARD dans les fonctions de directrice académique des services de l'éducation nationale de la Gironde ;

Vu l'arrêté rectoral du 11 juin 2012 portant création du service mutualisé de la gestion individuelle et de la paye des instituteurs, professeurs des écoles et agents non titulaires de l'enseignement du 1er degré de l'académie de Bordeaux, et désignant le directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale de la GIRONDE en qualité de responsable de ce service ;

Vu l'arrêté du 24 février 2023 portant délégation de signature à madame Marie-Christine HEBRARD, directrice académique des services de l'éducation nationale de la Gironde

- ARRETE -

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Madame Marie-Christine HEBRARD, directrice académique des services de l'éducation nationale de la Gironde, à l'effet de signer les actes de liaison de la paye relatifs aux personnels mentionnés à l'article 4 de l'arrêté rectoral du 11 juin 2012 susvisé, et à l'article 2 de l'arrêté du 24 février 2023 susvisé.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Christine HEBRARD, délégation de signature est donnée à Monsieur Pierre DECHELLE, secrétaire général de la direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Gironde, à l'effet de signer les actes de liaison de la paye visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Marie-Christine HEBRARD et de Monsieur Pierre DECHELLE, délégation de signature est donnée à Madame Stéphanie ODDOUX, cheffe de la division de la gestion individuelle et paie (DGIP), à l'effet de signer les actes de liaison de la paye visés à l'article 1^{er} du présent arrêté, pour les codes administration suivants : 501 - 603 - 604 - 608 - 609 - 613 - N50 - N51 - N01 - N07.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Marie-Christine HEBRARD, de Monsieur Pierre DECHELLE et de Madame Stéphanie ODDOUX, délégation de signature est donnée à Madame Alexandrina GONCALVES et Madame Sylvie DUBOE, adjointes à la DGIP, à l'effet de signer les actes de liaison de la paye visés à l'article 1^{er} du présent arrêté, pour les codes administration suivants : 501 - 603 - 608 - 609 - N01 - N07.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Marie-Christine HEBRARD, de Monsieur Pierre DECHELLE et de Madame Stéphanie ODDOUX, délégation de signature est donnée à Madame Katell PUECH, cheffe du pôle AESH, à l'effet de signer les actes de liaison de la paye visés à l'article 1^{er} du présent arrêté, pour les codes administration suivants : 604 - 613 - N50 - N51.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Katell PUECH, délégation de signature est donnée à Madame Isabelle CERDAN, gestionnaire AESH, à l'effet de signer les actes de liaison de la paye visés à l'article 1^{er} du présent arrêté, pour les codes administration suivants : 604 - 613 - N50 - N51.

Article 7 : Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

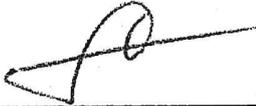
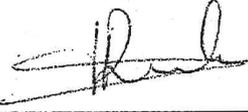
Fait à Bordeaux, le **27 MARS 2023**



Specimen de la signature
des agents autorisés à signer les documents de liaison de la PAYE

Administration : 900 - 933 - 924 - 940 - 947
(libellé en clair) 964 - 613 - 604 - NS0 - NS1

J'ai l'honneur de vous communiquer les noms, grades et spécimens de signature des agents habilités par mes soins à signer les documents de liaison de la PAYE.

NOM-GRADE	SIGNATURE
DE CHELLE Pierre Secrétaire Général	
ODDOUX Stéphanie Cheffe de la DGIP APAE	
PUECH Katell Cheffe du pôle AESH-AED AAE	
CERDAN Isabelle coordonnatrice paie AESH-AED SAENES.	

A Bordeaux, le 16.03.2023

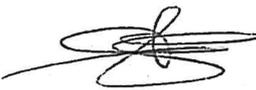
Nom Prénom **DECHELLE Pierre**
Fonction **Pour le directeur académique des services de l'éducation nationale le secrétaire général,**
Signature par délégation,


Pierre DECHELLE

Specimen de la signature
des agents autorisés à signer les documents de liaison de la PAYE

Administration : ...603-609-608-501-N01-N07
(libellé en clair)

J'ai l'honneur de vous communiquer les noms, grades et specimens de signature des agents habilités par mes soins à signer les documents de liaison de la PAYE.

NOM-GRADE	SIGNATURE
DECELLE Pierre Secrétaire Général	
ODDOUX Stéphanie Cheffe de la DGIP APAE	
DUBOE Sylvie SAENES	
GONCALVES Alexandrine AAE	

23 SE 2022

A Bordeaux, le 23 septembre 2022

2022

Pour le directeur académique
des services de l'éducation nationale
le Secrétaire général
par délégation,
Signature

Pierre DECHELLE

SGAMI

R75-2023-03-24-00001

Convention de délégation de gestion du
24/03/2023 relative à la gestion du programme
216 "Conduite et pilotage des politiques de
l'intérieur"

Convention de délégation de gestion du 2⁴ MARS 2023
relative à la gestion du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur »

NOR : IOMF2305871X

Entre le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, responsable du programme, représenté par Vincent ROBERTI en sa qualité de directeur de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier, désigné sous le terme de « délégant », d'une part,

Et le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde, représenté par Martin GUESPEREAU, en sa qualité de préfet délégué pour la défense et la sécurité, auprès du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part,

Références :

Décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Décret n°2014-296 du 6 mars 2014 modifié relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

Arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation interne du secrétariat général du ministère de l'intérieur ;

Arrêté du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur.

Pièces jointes :

1 annexe - Programme 216

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes relevant du programme – P216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ».

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

L'annexe du présent document précise, pour le programme, la liste par nature et imputation des dépenses qui sont rattachées pour leur exécution à la présente délégation.

Article 2

Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après. À ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction d'ordonnateur pour l'engagement, la liquidation et l'établissement des ordres de payer et l'émission des titres de perception.

1. Le délégataire assure pour le compte du délégant, les actes suivants :

- il prend les décisions de dépenses et de recettes ;
- il saisit et valide les engagements juridiques ;
- il notifie aux fournisseurs les bons de commande sur marchés à bons de commande ;
- il saisit la date de notification des actes ;
- il constate et certifie le service fait ;
- il centralise la réception de l'ensemble des demandes de paiement, sauf cas particuliers précisés dans le contrat de service ;
- il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ;
- il saisit et valide les engagements de tiers et titres de perceptions ;
- il réalise en liaison avec les services du délégant les travaux de fin de gestion ;
- il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne comptable et met en œuvre le contrôle interne comptable de premier niveau au sein de sa structure ;
- il réalise l'archivage des pièces qui lui incombent.

2. Le délégataire peut également assurer pour le compte du délégant des paiements et des encaissements par le biais de sa régie d'avances et de recettes. Ceux-ci doivent intervenir conformément aux dispositions du décret n° 19-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ainsi que dans le périmètre fixé par l'arrêté institutif de la régie.

3. Le délégant reste responsable des actes suivants :

- la programmation des crédits et sa mise à jour ;
- le pilotage des crédits de paiement ;
- lorsqu'il y a lieu, l'affectation des tranches fonctionnelles et les relations avec le CBCM ;
- le dialogue de gestion avec les responsables de budgets opérationnels et d'unités opérationnelles ;
- l'archivage des pièces qui lui incombent.

Article 3

Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte régulièrement de son activité.

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas d'indisponibilité des crédits.

Article 4

Obligations du délégant

Il s'oblige à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Article 5

Exécution financière de la délégation

Le délégataire est autorisé à déléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation des actes d'ordonnancement.

Article 6

Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant, dont un exemplaire est transmis à l'autorité en charge du contrôle budgétaire et au comptable assignataire concernés.

Article 7

Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document engage les parties à compter du 1er janvier 2023.

Il est établi pour une durée d'un an et reconduit tacitement d'année en année.

La convention de délégation de gestion est transmise à l'autorité en charge du contrôle budgétaire et au comptable assignataire.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite ; le comptable assignataire et le contrôleur budgétaire doivent en être informés.

La convention de délégation de gestion n°NOR INTF2104914X en date du 27 octobre 2020 est abrogée par la présente convention.

Article 8

Publication

Ce document sera publié au *Bulletin officiel du ministère de l'intérieur et au recueil des actes administratifs de la préfecture*.

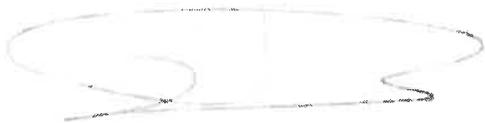
Fait le *24 Mar 2023*

Pour le délégant,

Le secrétaire général,

Le directeur de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier

Vincent ROBERTI



Pour le délégataire,

Le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Le préfet délégué pour la défense et la sécurité,

Martin GUESPEREAU



Handwritten signature or mark.

ANNEXE

PROGRAMME 216

Service exécutant	Libellé	Centre financier	Libellé
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CSGA-CAIZ	UO Immobilier zonal
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CPTR-CAIS	UO immobilier social
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CPTR-CZI	UO immobilier déconcentré des services contraux
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CNUM-C152	UO Ens dép num GN
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CNUM-C161	UO Ens dép num sécu civ
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CNUM-C176	UO Ens dép num PN
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CNUM-C207	UO Ens dép num séc rout
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CNUM-C303	UO Ens dép num DGEF
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CNUM-C354	UO Ens dép num DMAT AT
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CNUM-CST1	UO STS1 ²
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CNUM-C122	UO Ens dép num DGCL
MISPLTF033	SGAMI SUD-OUEST	0216-CNUM-C232	UO Ens dép num DMAT pol

SGAR NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2023-03-24-00002

Arrêté d'orientation de bassin relatif au
renforcement de la coordination des mesures de
gestion de la sécheresse sur le bassin
Adour-Garonne



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET COORDONNATEUR
DU BASSIN ADOUR-GARONNE

**Arrêté d'orientation de bassin relatif au renforcement de la
coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin
Adour-Garonne**

**Le Préfet de la région Occitanie, Préfet coordonnateur de bassin
Adour-Garonne, Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 211-3, R. 211-66 et suivants concernant les mesures de limitations des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie ;

Vu le code de la santé publique et en particulier ses articles L.1321-1, et R. 1321-9 ;

Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu le décret n°2022-1078 du 29 juillet 2022 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau en dehors de la période de basse eaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature ;

Vu le schéma directeur d'aménagement de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne et notamment les dispositions de l'orientation C « Agir pour assurer l'équilibre quantitatif » ;

Vu la synthèse de la consultation du public réalisée conformément à l'article L. 123-19 du code de l'environnement, en date du 8 mars 2023 ;

Considérant les retours d'expérience des épisodes de basses eaux 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022, et la nécessité de renforcer la coordination des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau en situation de sécheresse dans un souci de clarté et d'efficacité, ainsi que de préciser les modalités de décision et les critères à retenir en cas d'étiage sévère pour adapter la gestion du soutien d'étiage selon la situation hydrologique, météorologique et la disponibilité des stocks des retenues mobilisables ;

Considérant les avis des services, les avis émis lors de la consultation des membres de la commission planification du comité de bassin Adour-Garonne du 9 au 26 janvier 2023, ainsi que les avis émis lors de la consultation du public, réalisée du 7 février au 27 février 2023 par la mise à disposition, sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie du projet ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, délégué de bassin Adour-Garonne,

ARRÊTE

Art.1er. – Périmètre et objet

Le présent arrêté d'orientation relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse s'applique sur le périmètre du bassin Adour-Garonne.

Il a pour objet de :

- désigner des sous-bassins interdépartementaux à enjeux, nécessitant un arrêté cadre interdépartemental (ACI) afin de renforcer la coordination des mesures de gestion de la sécheresse ;
- définir les orientations communes au bassin Adour-Garonne pour la gestion de la sécheresse, en application du Code de l'Environnement, notamment pour la délimitation des zones d'alerte ;
- assurer une harmonisation des conditions de déclenchement, et de levée, des mesures de restriction, et des mesures de suspension provisoire des usages, en fonction des niveaux de gravité ;
- définir un socle de prescriptions minimales à intégrer dans les arrêtés-cadres ;
- préciser le cadre applicable aux dispositifs de réalimentation et de soutien d'étiage sur le bassin Adour-Garonne ;
- préciser l'organisation de la gouvernance pour la gestion de la ressource en eau des milieux superficiels ou souterrains en période d'étiage;

Art. 2. – Couverture totale du bassin Adour-Garonne par des arrêtés-cadres interdépartementaux ou départementaux

Le bassin Adour-Garonne, pour la totalité de son territoire et des sous-bassins qui le composent, et dont la carte figure à l'annexe 3 du présent arrêté, a vocation à être couvert intégralement par des arrêtés-cadres, interdépartementaux ou départementaux. L'annexe 1 du présent arrêté définit les différents types d'arrêtés.

Les arrêtés-cadres interdépartementaux sont prescrits sur les territoires sur lesquels les enjeux le rendent nécessaire.

Le présent article 2 détermine les actions à conduire et précise les modalités de couverture du territoire du bassin, par des arrêtés-cadres, selon le cas, interdépartementaux, ou départementaux.

2.1. Pour le lundi 19 juin 2023, les préfets compétents devront avoir assuré :

- la mise à jour des arrêtés-cadres les plus anciens du bassin Adour-Garonne : Lèze, Arize et Dropt pour tenir compte des évolutions réglementaires récentes ;
- le regroupement des arrêtés-cadres appartenant à des zones cohérentes hydrographiquement au sein d'un seul arrêté cadre inter-départemental piloté par un préfet référent. C'est le cas des arrêtés-cadres de l'Adour, et du Midour et de la Douze ;
- la couverture par un arrêté-cadre des zones actuellement dépourvues d'arrêté-cadre départemental ou interdépartemental, même s'il n'y a pas de prélèvement d'eau connu ; cette couverture pourra être adaptée en fonction des attentes des territoires, tout en restant cohérente avec l'obligation d'une couverture exhaustive du bassin; et sur la base des actions suivantes, qui sont recherchées :
 - la création d'un arrêté-cadre interdépartemental sur le territoire des Gaves et des fleuves côtiers ;
 - la création d'arrêtés-cadres départementaux ou interdépartementaux sur les fleuves côtiers des Landes et de la Gironde ; un diagnostic doit définir le type d'arrêté à mettre en place sur cette zone ;
 - la création d'un arrêté-cadre départemental sur les zones qui en sont dépourvues sur les départements notamment de l'Ariège, des Hautes-Pyrénées ou du Tarn ;
- la fin des superpositions d'arrêtés-cadres sécheresse ; il est visé leur rationalisation, simplifiant la compréhension des mesures s'appliquant par territoire ;
- l'examen, en vue de leur suppression, des arrêtés-cadres départementaux sur les secteurs initialement couverts à la fois par un arrêté-cadre départemental et un autre arrêté-cadre, interdépartemental. En cas de maintien des deux niveaux d'arrêtés, la plus-value doit être justifiée et l'arrêté-cadre départemental doit être révisé et requalifié en arrêté d'application départemental de gestion de la sécheresse, avant le 19 juin 2023.

2.2. Au plus tard le lundi 19 juin 2023, le bassin Adour-Garonne devra être couvert par les arrêtés-cadres interdépartementaux désignés dans le tableau ci-après :

Type d'arrêté cadre	Territoire d'Arrêté Cadre Interdépartemental	Préfet référent de l'ACI	Sous-bassin concerné
ACI	Garonne	Haute-Garonne	Garonne
ACI	Dropt	Lot-et-Garonne	Garonne
ACI	Ariège/Hers Vif	Ariège	Garonne
ACI	Lèze	Ariège	Garonne
ACI	Arize	Ariège	Garonne
ACI	Adour-Midour-Douze	Landes	Adour
ACI	Gaves et côtiers	Pyrénées-Atlantiques	Adour / Côtiers
ACI	Neste et rivières de Gascogne	Gers	Neste
ACI	Tarn	Tarn	Tarn
ACI	Aveyron	Tarn-et-Garonne	Aveyron
ACI	Barguelonne/Lemboulas	Tarn-et-Garonne	Garonne / Tarn
ACI	Lot	Lot	Lot
ACI	Dordogne	Dordogne	Dordogne
ACI	Périmètre de gestion de l'OUGC Cogesteau	Charente	Charente
ACI	Périmètre de gestion de l'OUGC du Grand Karst de La Rochefoucauld	Charente	Charente
ACI	Saintonges	Charente-Maritime	Charente

D'autres territoires pourront être couverts par des arrêtés-cadres interdépartementaux si c'est opportun sur les territoires concernés. Après 2023, si nécessaire, les révisions d'arrêtés-cadres sont publiées avant le début de la période d'étiage du périmètre concerné.

2.3. Pour le lundi 19 juin 2023, les préfets compétents devront avoir assuré l'inscription, dans des arrêtés-cadres départementaux, des modalités de gestion coordonnée des bassins interdépartementaux ayant un besoin de coordination et non couverts par des arrêtés cadres interdépartementaux avant l'application du présent arrêté.

Ces bassins devront être gérés de façon globale et harmonisée entre les départements concernés.

Les modalités de cette gestion coordonnée seront décrites dans les arrêtés-cadres départementaux de chaque département concerné.

Les bassins concernés sont identifiés dans le tableau ci-après. Les préfets compétents et leurs rôles respectifs « déclencheur(s) » ou « suiveur(s) » des mesures de restriction, définis en annexe, ainsi que les zones d’alerte concernées, prévues au code de l’environnement et précisées dans le présent arrêté par son article 4, seront identifiés dans les arrêtés cadres qui les concernent.

Bassin versant	Départements concernés	Préfet déclencheur	Préfet(s) suiveur(s)
Salat	Ariège – Haute-Garonne	Haute-Garonne	Ariège
Volp	Ariège – Haute-Garonne	Haute-Garonne	Ariège
Hers Mort-Girou	Aude – Haute-Garonne – Tarn	Haute-Garonne	Aude – Tarn
Séoune et affluents	Lot-et-Garonne – Tarn-et-Garonne – Lot	Tarn-et-Garonne	Lot – Lot-et-Garonne
Ciron	Landes – Lot-et-Garonne – Gironde	Gironde	Landes - Lot-et-Garonne
Lisos	Lot-et-Garonne – Gironde	Gironde	Lot-et-Garonne
Canal des Landes et affluents	Gironde – Landes	Gironde	Landes
Grande et Petite Leyre et affluents	Gironde – Landes	Gironde	Landes
La Livenne	Charente-Maritime – Gironde	Charente-Maritime	Gironde

Art. 3. – Contenu des arrêtés-cadres interdépartementaux ou départementaux

Le présent article précise le contenu des arrêtés cadres du bassin Adour-Garonne. Chaque arrêté-cadre interdépartemental (ACI) ou départemental (ACD) doit comporter les indications suivantes :

- la délimitation des zones d’alerte selon les principes de l’article 4 du présent arrêté,
- l’application de quatre niveaux de gravité précisés à l’article 5 ;
- les rôles des préfets, rappelé à l’annexe 2 du présent arrêté, pour la coordination de la gestion de la sécheresse, en précisant la nature de la ressource en eau concernée ;
- les indicateurs à prendre en compte pour l’évaluation de l’état de la ressource et les conditions de déclenchement des mesures de restriction ou de suspension progressive temporaire des usages de l’eau définis à l’article 5 ;
- les conditions permettant de prétendre, à titre exceptionnel, à une adaptation des mesures de restriction sur demande d’un usager ou d’un nombre limité d’usagers ;
- les modalités de coordination prévues entre les préfets de départements concernés pour chaque bassin versant interdépartemental ;
- les références des stations hydrométriques et piézométriques retenues pour la gestion de la sécheresse, et pour chacune de ces stations, les valeurs de franchissement des quatre niveaux de gravité du dispositif précisés à l’article 5 ;
- les références des stations de suivis des écoulements superficiels (stations ONDE) retenues pour la gestion de la sécheresse, ainsi que les règles spécifiques pour la prise et la levée des restrictions des usages, basées sur ces observations le cas échéant dans le cadre des dispositions de l’article 5 du présent arrêté et de son annexe 6 ;
- les mesures de restriction temporaire des usages de l’eau et de communication à mettre en œuvre en fonction de la ressource en eau concernée, des usages de l’eau, des usagers (particulier, entreprise, collectivité, exploitant agricole), et des niveaux de gravité (précisées à l’article 5 et au tableau de ces mesures de l’annexe 7) selon les principes de l’article 5. Le préfet de département, peut prendre, si le contexte local le nécessite, des mesures locales plus restrictives en fonction des niveaux de gravité pour préserver en priorité la fourniture d’eau potable et la préservation des milieux aquatiques.

L'arrêté-cadre veille à :

- établir une bonne coordination des règles de restriction d'usage de l'eau à l'échelle des bassins versants ;
- limiter les délais entre le constat de dépassement des seuils de gestion et l'entrée en vigueur des mesures de restriction ou leur levée ;
- introduire une progressivité dans les mesures prises.

La mise à jour des arrêtés-cadres est attendue au plus tard pour le lundi 19 juin 2023 pour une mise en application à partir de l'étiage 2023, selon le présent arrêté d'orientation de bassin. En cas de mise à jour nécessaire après 2023, les révisions d'arrêtés-cadres sont publiées avant le début de la période d'étiage définie sur le périmètre concerné.

Art. 4. – Délimitation des zones d'alerte

Les modalités de définition des zones d'alerte sont précisées dans l'article R.211-67 du code de l'environnement.

Les zones d'alerte du bassin Adour-Garonne sont définies dans les arrêtés-cadres interdépartementaux ou départementaux.

Les zones d'alerte sont des zones géographiques de gestion sur lesquelles s'appliquent de manière cohérente les actions ou mesures à prendre dans les situations de pénurie. Ces zones peuvent être tout ou partie d'un bassin versant et sa nappe d'accompagnement ou d'un groupe de bassins versants et leur nappe d'accompagnement, tout ou partie d'une masse d'eau souterraine ou d'un groupe de masses d'eau souterraine.

La délimitation des zones d'alerte doit tenir compte des moyens de surveillance existants pour permettre un suivi adapté et établir des conditions de déclenchement des mesures de restriction temporaire des usages.

Les zones d'alerte doivent assurer une cohérence avec la réalité hydrologique et hydrogéologique.

L'ensemble du territoire doit être couvert par des zones d'alerte.

Art. 5. – Niveaux de gravité et conditions de déclenchement et de levée des mesures de restriction ou de suspension des usages de l'eau dans les zones d'alerte

5.1. – Les niveaux de gravité

Dans le cadre des arrêtés-cadres interdépartementaux ou départementaux, et en fonction de la situation, des mesures d'urgence notamment de restrictions temporaires des usages peuvent être prises par le préfet compétent.

En cas de sécheresse, le préfet compétent prend un arrêté de restriction temporaire des usages de l'eau concernant la partie du bassin située sur son département en veillant à la cohérence des seuils et des mesures de gestion avec les départements limitrophes concernés par le bassin versant, suivant les consignes du préfet déclencheur de l'arrêté-cadre interdépartemental le cas échéant.

Les mesures sont prises à l'échelle de la zone d'alerte.

Elles sont établies selon quatre niveaux de gravité, définis ci-après, et qui prennent en compte les seuils de débit mentionnés au présent article 5 dans son alinéa 5.3.

Les conditions de déclenchement des mesures de restriction d'usage sont définies dans les arrêtés cadres. Les conditions de déclenchement associées à chaque niveau de gravité sont progressives et permettent l'établissement de mesures de restriction adaptées pour ce niveau. En cas d'évolution rapide des conditions hydrologiques, il sera possible de passer directement au niveau de gravité nécessaire, afin de respecter les conditions définies dans les arrêtés-cadres et de préserver les débits des cours d'eau concernés.

Afin d'anticiper suffisamment la venue de la crise, au minimum, une échelle de gravité est définie par le présent article, qui prend en compte notamment les seuils de débit des cours d'eau. Les niveaux de gravité sont :

- **Niveau de vigilance** : il sert de référence au déclenchement au minimum des mesures de communication et de sensibilisation du grand public et des professionnels, dès que la tendance hydrologique laisse pressentir un risque de pénurie à court ou moyen terme et que la situation est susceptible de s'aggraver en l'absence de pluie significative dans les jours ou semaines à venir. La situation correspond à une satisfaction de l'ensemble des usages (alimentation en eau potable, salubrité, milieux aquatiques, sécurité des installations industrielles professionnelles et de loisirs, irrigation).
- **Niveau d'alerte** : ce niveau signifie que la coexistence de tous les usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux n'est plus assurée. Lorsque les conditions de déclenchement sont constatées, des mesures de restriction effectives des usages de l'eau non prioritaires sont mises en place. Elles induisent une réduction minimale de 30 % de la pression de prélèvements dans le milieu, qui peut se traduire en volume, en débit ou en durée de prélèvement (excepté pour les secteurs où les tours d'eau sont déjà organisés à la date de signature du présent arrêté, avec une réduction minimale sur un pas de temps spécifique de 25 % du temps ou des débits de prélèvement).
- **Niveau d'alerte renforcée** : ce niveau est une aggravation du niveau d'alerte. Tous les prélèvements ne peuvent plus être simultanément satisfaits. Cette situation permet une limitation des prélèvements et le renforcement substantiel des mesures de restriction ou de suspension temporaire des usages si nécessaire, afin de ne pas atteindre le niveau de crise. Elles induisent une réduction minimale de 50 % de la pression de prélèvements dans le milieu, qui peut se traduire en volume, en débit ou en durée de prélèvement.
- **Niveau de crise** : il traduit la nécessité de réserver la ressource pour satisfaire en priorité les exigences de la santé, la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. L'atteinte de ce niveau doit en conséquence impérativement être évitée par toute mesure préalable. Lorsqu'il est atteint l'arrêt des usages non prioritaires s'impose. Des adaptations sont possibles, décrites dans l'article 10.

Les arrêtés-cadres sécheresse veillent à ce que :

- chaque niveau de gravité défini corresponde, par zone d'alerte, à des mesures de restriction prédéfinies ;
- les conditions de déclenchement des mesures de restriction mais aussi de levée ou d'assouplissement des mesures soient clairement explicitées ;
- les conditions de levée ou d'assouplissement des mesures permettent de s'assurer que l'amélioration de la situation hydrologique est bien établie.

5.2. – Les conditions de déclenchement et de levée des mesures de restriction ou de suspension des usages de l'eau

Les conditions de déclenchement et de levée des mesures de restriction ou de suspension des usages de l'eau sont arrêtées dans les arrêtés-cadres.

Pour définir les conditions de déclenchement et de levée des mesures de restriction ou de suspension des usages de l'eau, les préfets s'appuient sur l'ensemble des informations relatives à l'état de la ressource en eau et peuvent également utiliser les données de prévisions et les observations de terrain, comme outils d'aide à la décision.

La prise de décision sur une zone d'alerte s'appuie sur les stations hydrométriques et piézométriques de référence et sur les éléments d'information suivants (liste non exhaustive) :

- les données de l'observatoire national des étiages (ONDE), évoqué à l'annexe 6 ;
- des données hydrométriques et piézométriques complémentaires par rapport aux données issues des stations des réseaux État et des collectivités locales ;
- le niveau de remplissage des réserves et les programmes prévisionnels de soutien d'étiage transmis par les gestionnaires des retenues ;
- des données hydro-agronomiques;
- les prévisions météorologiques fournies par Météo-France ;
- les données liées à l'alimentation en eau potable ;
- toute information relative au risque de détérioration de l'état quantitatif ou qualitatif de la ressource en eau susceptible d'être transmise aux préfets quel que soit l'usage et le gestionnaire ;
- les arrêtés de limitation des usages depuis le réseau d'alimentation en eau potable pris par les autorités compétentes (maires...).

Pour le cas particulier de l'irrigation, les informations nécessaires à la compréhension de la campagne d'irrigation en cours sont présentées par les organismes uniques de gestion collective (OUGC) en lien avec les chambres d'agriculture, aux comités de suivi opérationnel de l'étiage et aux comités ressource en eau. Pour gérer la période de basses eaux, elles doivent comprendre : les dates des semis des cultures irriguées, les cultures irriguées et leurs caractéristiques (types de cultures et de semis) et les surfaces correspondantes, leur stade d'avancement, une estimation des volumes déjà prélevés sur la période, ainsi que des débits ou des volumes appelés pour les jours suivants (semaine ou décade) et les dates prévisionnelles de fin d'irrigation des principales cultures irriguées (informations non exhaustives). Ces informations doivent permettre une gestion fine de l'étiage au regard de la campagne d'irrigation, afin d'anticiper les tensions ou encore les besoins de lâchers pour le soutien d'étiage notamment. Un état des lieux exhaustif, reprenant les éléments précédemment cités, ainsi que tous les éléments de connaissance nécessaires à la bonne gestion de l'étiage est présenté en comité ressource en eau de préparation de l'étiage. Ces éléments sont mis à jour et intégrés aux supports de présentation de chaque comité ou de l'instance dédiée.

L'arrêté-cadre pourra indiquer les conditions de communication des informations sur les prélèvements, selon une fréquence adaptée au besoin de suivi de la situation.

De manière générale, il convient de s'assurer de la cohérence entre les capacités techniques d'acquisition de la donnée et les conditions de déclenchement prévues dans l'arrêté cadre.

5.3. – Les seuils de débit des cours d'eau

Le franchissement d'un niveau de gravité, à la hausse ou à la baisse, résulte d'une analyse multifactorielle à partir de paramètres listés à l'article 5.2. et comprenant le débit des cours d'eau. Le débit des cours d'eau s'analyse selon les seuils mentionnés ci-dessous.

- **Débit de vigilance** : le débit de vigilance ne peut être inférieur à la valeur de débit objectif d'étiage (DOE) définie dans le schéma directeur d'aménagement de gestion des eaux (SDAGE) pour le point nodal concerné, ou de débit objectif complémentaire (DOC).
- **Débit d'alerte** : la valeur de débit d'alerte est supérieure à 80 % du DOE, mais peut être adaptée, de façon justifiée, sur les cours d'eau à faible débit.

- **Débit d'alerte renforcée** : le débit d'alerte renforcée pourra être calculé de la façon suivante à partir du débit de crise : $DCR + 1/3(DOE - DCR)$. Sa valeur sera adaptée en fonction des spécificités hydrologiques de chaque cours d'eau.
- **Débit de crise (DCR)** : le seuil de déclenchement est au minimum identique au débit de crise tel que défini dans le SDAGE ou tout autre document de gestion de la ressource en eau (schéma d'aménagement et de gestion de l'eau, plan de gestion de l'étiage...), lorsque celui-ci existe.

Les seuils de débits s'appuient sur les valeurs de débits objectifs d'étiage (DOE) des points nodaux du SDAGE en vigueur ou sur celles de débits objectifs complémentaires (DOC). En effet, les arrêtés-cadres sécheresse peuvent intégrer des points de suivi hydrologique complémentaires, appelés débits objectifs complémentaires (DOC), sur les principaux affluents équipés de stations hydrométriques et pour lesquels le SDAGE n'a pas défini de valeur de débit objectif d'étiage (DOE). Ils doivent être satisfaits dans les mêmes conditions que les débits objectifs d'étiage (DOE). Leurs valeurs et les seuils de niveaux de gravité associés sont définis et revus en concertation avec les acteurs locaux. Leur définition et leur fixation peut être étudiée et proposée par des commissions locales de l'eau des schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) lorsqu'ils existent.

La délégation de bassin Adour-Garonne publie une cartographie des débits objectifs d'étiage (DOE) et des débits objectifs complémentaires (DOC) identifiés dans les arrêtés-cadres de ce bassin.

5.4. – Prise en compte du réseau de l'Observatoire national des étiages (ONDE)

Au-delà des éléments d'appréciation rappelés dans les dispositions précédentes du présent arrêté, les préfets compétents peuvent également s'appuyer sur les informations issues du réseau ONDE qui constitue un outil complémentaire d'aide à la décision.

Le réseau ONDE contribue à la bonne appréciation des mesures à mettre en œuvre sur les bassins versants non instrumentés et non réalimentés. Le préfet référent de l'arrêté-cadre interdépartemental doit s'assurer de la cohérence et de l'harmonisation de la prise en compte des données ONDE au sein de son périmètre.

Dès que la situation hydrologique se tend, un point régulier est fait avec les services départementaux de l'office français de la biodiversité afin d'organiser si possible, au minimum deux tournées ONDE par mois afin de disposer de suffisamment de données pour anticiper au mieux la prise de mesures (le protocole ONDE prévoit au maximum une fréquence hebdomadaire des tournées en fonction de la situation hydro-climatique et afin d'anticiper au maximum la prise de mesures).

Les tableaux en annexe 6 définissent les règles minimales de prise en compte des données ONDE pour la prise et la levée de mesures de restriction des usages.

5.5. – Mesures de restriction temporaire des usages de l'eau

L'arrêté-cadre doit définir les mesures applicables pour chaque usage et chaque ressource en eau en fonction des conditions hydrologiques et des niveaux de gravité associés. Il importe que le choix des mesures permette leur bonne compréhension, leur bonne application et leur contrôle.

Ces mesures devront se présenter sous forme de tableau, comme ci-dessous :

Ressource concernée					
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Usager concerné
Usage	

Les usagers concernés sont :

- les particuliers ;
- les entreprises ;
- les collectivités, établissements publics, gestionnaires d'ouvrages ;
- les exploitants agricoles.

Les mesures de restriction minimales applicables sont présentées en annexe 7. Sur le territoire des départements concernés par plusieurs arrêtés d'orientation de bassin, leur application peut être modulée (conformément à l'un des arrêtés d'orientation de bassin applicable au département) en précisant la justification et les adaptations retenues si nécessaire dans l'arrêté cadre.

Afin d'adapter les mesures de restriction temporaire pour permettre leur efficacité sur le milieu naturel, elles s'appliquent selon les compartiments de ressource en eau concernés. Un référentiel technique de définition de ces compartiments pour le bassin Adour-Garonne est disponible en annexe 8.

Les organismes uniques de gestion collective (OUGC) déterminent les préleveurs en capacité de moduler le débit de leurs pompes avec la contribution des Associations Syndicales Autorisées (ASA), gestionnaires collectives d'irrigation, ainsi que les moyens nécessaires au contrôle de cette modulation. L'établissement de plans de gestion à cette fin est recommandé. Des mesures de restriction en débit peuvent être appliquées à ces préleveurs. Elles sont fondées sur une modulation du débit autorisé, et peuvent être appliquées aux structures collectives ou individuelles.

Les modalités de suivi des prélèvements pendant les périodes de restriction, sont précisées autant que possible dans les arrêtés cadres afin de clarifier les réductions à respecter et leur contrôlabilité.

Art. 6. – Réalimentations des cours d'eau, objectifs de soutien d'étiage et adaptation des objectifs

Par une réalimentation à partir de lâchers d'eau de certains barrages, le soutien d'étiage des cours d'eau a pour objectif le maintien, en moyenne journalière, du débit objectif d'étiage (DOE) associé à un point nodal ou du débit objectif complémentaire (DOC) associé à un point complémentaire ciblé et inscrit dans l'arrêté cadre concerné.

Pour chaque axe réalimenté, l'arrêté-cadre précise les débits aux points nodaux et/ou points complémentaires qui constituent un objectif de soutien d'étiage ainsi que les moyens de réalimentation disponibles (ouvrages, volumes, période de réalimentation).

Les gestionnaires de soutien d'étiage, en lien étroit avec les services de l'État, établissent les stratégies de mobilisation du soutien d'étiage qui précisent les objectifs visés en chaque point nodal ou complémentaire concerné, au regard des moyens de soutien d'étiage disponibles et en fonction de différentes hypothèses de situation hydrologique. A minima, un scénario de gestion classique sera présenté, avec l'hypothèse d'une hydrologie non contrainte (période sèche plus fréquente qu'une année sur cinq, c'est-à-dire de retour inférieur à la quinquennale sèche : disponibilité de ressources stockées satisfaisante) ainsi qu'un scénario de gestion en hydrologie contrainte (période sèche de fréquence une année sur dix ou plus, – c'est-à-dire de retour décennale sèche ou supérieure : disponibilité de ressources stockées partielle).

Pour ce faire, les gestionnaires de soutien d'étiage, en concertation avec les services de l'État établissent les indicateurs de suivi. Ils permettent des adaptations ou changements en cas de dégradation des conditions hydrologiques et météorologiques pour la campagne de soutien d'étiage en cours, et d'adapter la stratégie pour la campagne suivante.

Un indicateur essentiel de l'analyse est la courbe de risque de défaillance de la ressource disponible pour le soutien d'étiage lorsque les connaissances permettent d'en disposer. Cette courbe est établie en fonction du volume disponible en début de campagne et des scénarios tendanciels de besoin de déstockage. Elle traduit le rythme de déstockage pour lequel il y a un risque prévisible de défaillance de la ressource avant la fin de la période de soutien d'étiage, c'est-à-dire un risque de non-respect de l'objectif visé sur la totalité de la période.

Pour les ouvrages concernés par une gestion pluriannuelle des stocks, les conditions nécessaires à la gestion doivent être prises en compte.

Lors du comité de gestion de la ressource en eau de début d'étiage, le gestionnaire du soutien d'étiage présente les valeurs des indicateurs et propose une stratégie pour la saison en cours pour validation. Les indicateurs de dégradation de la ressource et pouvant nécessiter sa révision en cours de campagne, sont également précisés lors de cette réunion.

Sur les axes réalimentés, pour tenir compte des situations d'étiages sévères et des contraintes de gestion, l'objectif de soutien d'étiage peut être adapté en concertation avec les acteurs concernés par la gestion de la crise. Pendant la gestion de l'étiage et en cas de dégradation de la situation, le préfet référent de l'arrêté-cadre interdépartemental concerné réunit l'instance en place telle que définie à l'article 9, adaptée à la situation rencontrée, et au périmètre concerné.

Le gestionnaire de soutien d'étiage y présente les valeurs des indicateurs et propose s'il y a lieu une adaptation des objectifs et toute mesure complémentaire nécessaire. Les éléments sont repris dans une note synthétique transmise au préfet coordonnateur de sous-bassin. Pour les sous-bassins à l'amont de point nodaux ou complémentaires réalimentés par d'autres dispositifs de soutien d'étiage, une attention est portée à la concertation entre les gestionnaires et acteurs du soutien d'étiage des sous bassins concernés qui sont a minima conviés à l'instance réunie.

Le préfet compétent a la possibilité de réviser, à la baisse, l'objectif initial visé par les réalimentations, et de fixer un objectif inférieur à l'objectif premier, rappelé au premier alinéa du présent article, qui est d'assurer le maintien du débit objectif d'étiage qui permet de répondre aux différents usages et aux besoins du milieu. Quand le préfet compétent révisé à la baisse les objectifs visés par les réalimentations, il s'assure que, en parallèle, des mesures supplémentaires de restriction temporaire des usages de l'eau sont prises par les préfets des départements concernés. En outre, cette révision à la baisse s'appuie sur la situation existante constatée et s'inscrit dans les niveaux de gravité mentionnés à l'article 5. Cette référence aux niveaux de gravité, définis à l'article 5 du présent arrêté, doit être explicitée dans l'arrêté-cadre sécheresse, en application des principes suivants :

- lorsque l'objectif de débit visé est le débit objectif d'étiage et qu'il y a un risque de ne pas le respecter : par référence au niveau de vigilance ;
- lorsque l'objectif de débit finalement visé est réduit au débit d'alerte : par référence au niveau d'alerte ;
- lorsque l'objectif de débit finalement visé est réduit au débit d'alerte renforcée : par référence au niveau d'alerte renforcée ;
- lorsque l'objectif de débit finalement visé est réduit au débit de crise ou adapté pour préserver les seuls usages prioritaires (santé, salubrité publique, sécurité civile et alimentation en eau potable) : par référence au niveau de crise.

En fonction de l'analyse de la situation hydrologique, météorologique, et des stocks des réserves, le préfet référent de l'arrêté-cadre peut proposer la mise en place des restrictions des usages dès abaissement des objectifs sous le débit de vigilance.

En cas d'inadéquation structurelle démontrée entre les stocks de soutien d'étiage et la valeur des débits visés, le préfet référent de l'arrêté-cadre peut adapter le niveau des restrictions éventuelles en fonction de l'objectif et du contexte hydrologique et météorologique, sous réserve de respecter strictement les critères de débits de l'arrêté-cadre.

Si nécessaire au vu des indicateurs de l'évolution de la ressource, le préfet référent de l'arrêté-cadre valide l'abaissement des objectifs après consultation du comité ou de ses membres. Sa décision est indiquée a minima dans un relevé de décision rappelant les débits visés à chaque point nodal ou complémentaire, la date de changement effectif des objectifs et de l'entrée en vigueur prévue des mesures de restriction temporaire des usages de l'eau associées.

Les éléments d'organisation du soutien d'étiage, les conditions pour d'éventuelles adaptations d'objectifs et les mesures correspondantes à mettre en place sont présentés dans l'arrêté-cadre concerné.

Art. 7. – Harmonisation des mesures de restriction

La période de l'étiage est définie dans chaque arrêté-cadre sécheresse. Cette période est classiquement définie du 1^{er} juin au 31 octobre, mais elle peut être étendue en fonction des circonstances territoriales.

Des mesures adaptées peuvent être prises sur toute ou partie de l'année si des conditions annuelles d'étiage particulièrement sévères ou décalées dans le temps le justifient. Toute mesure de restriction jugée nécessaire peut donc être prise en dehors de cette période après consultation des instances prévues pour la concertation.

Sur les périmètres d'arrêtés-cadres interdépartementaux (ACI) et là où une coordination interdépartementale est nécessaire, les préfets se coordonnent afin d'assurer la réactivité et la cohérence des mesures. Les préfets concernés (préfet référent de l'ACI ou préfet concerné par une coordination interdépartementale) assurent une communication réactive vers les autres préfets. Les préfectures concernées sont encouragées à optimiser et partager entre elles les procédures et délais de signature des arrêtés de restriction.

Afin d'assurer la réactivité de la prise de mesures, au regard de l'état des milieux, une cohérence hydrologique des conditions de déclenchement des mesures de restriction et une solidarité amont-aval entre usagers, les arrêtés-cadres interdépartementaux et départementaux du bassin respectent les principes suivants d'harmonisation des mesures, qui visent la répartition de l'effort de restriction dans le temps et l'espace.

Les préfets compétents, chacun selon son rôle sur le périmètre concerné, veillent à la cohérence des niveaux de gravité entre deux zones d'alerte juxtaposées, hydrologiquement connectées, pour assurer la progressivité des mesures en fixant dans les arrêtés-cadres :

- un écart maximum d'un niveau de gravité entre deux zones d'alerte juxtaposées d'un même cours d'eau, en relation directe amont-aval, au titre de la solidarité hydrologique (sauf cas particulier selon des caractéristiques hydrologiques justifiées dans l'arrêté-cadre) ;
- un même niveau de gravité entre rive droite et rive gauche (sauf cas particulier de fonctionnement hydrologique différent justifié dans l'arrêté-cadre) ;
- un délai maximum systématiquement inférieur à 7 jours et visant préférentiellement 4 jours entre :
 - la proposition de décision (en comité de suivi opérationnel de l'étiage, comité ressource eau ou par consultation mail) et l'entrée en vigueur de l'arrêté de restriction temporaire des usages de l'eau (comprenant les modalités administratives prenant en compte la phase de publicité et de prise de connaissance par les administrés) ;

- l'entrée en vigueur des arrêtés sur des zones d'alertes juxtaposées d'un même cours d'eau, sur des zones en relation directe amont-aval ou rive droite / rive gauche à fonctionnement hydrologique identique. Sur un territoire d'arrêté cadre interdépartemental où une décision a été proposée, une simultanéité est recherchée ;
- pour chaque sous-bassin un jour est fixé pour l'entrée en vigueur des mesures de restriction concernant plusieurs départements. Le choix du jour est précisé dans l'arrêté cadre interdépartemental de chaque sous-bassin. Ceci ne doit pas retarder la mise en œuvre des arrêtés au plus tard dans les 7 jours suivant la décision.

De même, la levée des mesures doit être effectuée de manière coordonnée.

Pour faciliter la signature de l'arrêté-cadre et des arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau, le préfet de département peut donner une délégation de signature aux sous-préfets et aux directeurs départementaux des territoires.

Lors d'un changement de niveau de gravité (à la hausse ou à la baisse), la durée minimale pour l'entrée en vigueur entre deux arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau sur une même zone d'alerte est de 7 jours. Exceptionnellement, il pourra être dérogé à cette règle dans le cas de bassins très réactifs.

Le préfet de département, peut, dans son arrêté de restriction temporaire des usages, prendre des mesures plus strictes que celles indiquées dans l'arrêté-cadre sécheresse, en concertation avec le comité de suivi opérationnel de l'étiage et tout en veillant au respect des règles de cohérence des niveaux de gravité énoncées ci-avant.

Lors d'une modification partielle de la situation ayant nécessité la mise en œuvre de mesures de restriction, les services de l'État privilégient la prise d'un nouvel arrêté de restriction temporaire des usages et l'abrogation du premier arrêté à sa modification partielle.

Afin d'en clarifier la compréhension, les mesures de restriction des usages utilisant le réseau d'alimentation en eau potable s'appliquent selon le lieu de consommation, a minima à l'échelle de la commune, quel que soit le milieu naturel concerné par le prélèvement. Si une commune est concernée par différents niveaux de gravité, alors le plus restrictif s'applique à l'ensemble de son territoire.

Art. 8. – Adaptation des mesures de restriction et mesures individuelles

Quel que soit l'usage concerné, les adaptations des mesures de restriction doivent être limitées sous peine de diminuer l'effet attendu des mesures de restriction et d'entraîner des disparités importantes entre usagers.

Ces adaptations peuvent concerner les activités mentionnées à l'article L 211-1-II du code de l'environnement, qui seraient impactées par les mesures.

8.1. – Adaptations de mesures de restriction moins strictes

Des adaptations de mesures de restriction moins strictes peuvent être autorisées par le préfet de département, notamment pour les exploitants agricoles. Il lui incombe d'apprécier l'équilibre entre les enjeux économiques et environnementaux et de les justifier. Ces éléments de justification figurent dans les considérants de l'arrêté de restriction temporaire des usages de l'eau.

En ce qui concerne spécifiquement les prélèvements agricoles, le préfet juge de la suffisance des éléments de connaissance en sa possession pour permettre l'accès à des mesures de restriction moins strictes pour certains usages et situations. Ces données doivent comporter une vision suffisante des assolements et des besoins en eau restants pour une bonne prise de décision et garantir la disponibilité de la ressource pendant la durée de l'étiage.

Les adaptations moins strictes des restrictions ne devront pas dépasser pour une année donnée 10 % en volume et/ou en débit et/ou en surface de l'assolement irrigué de la zone d'alerte concernée, pour les eaux de surface et les eaux souterraines, sur la base de la référence des données du registre parcellaire graphique (RPG) 2020 (le calcul sera mené en prenant en compte les taux d'irrigation définis dans l'étude des besoins en eau des cultures du SRISSET de la DRAAF Occitanie). Sur cette base, le service en charge de l'instruction des demandes pour le préfet vérifie le respect du seuil maximal à respecter par zone d'alerte.

Les demandes d'adaptation moins strictes des restrictions doivent contenir :

- la/les cultures concernées ainsi que leurs surfaces respectives ;
- les volumes ainsi que les débits associés ;
- les modalités techniques permettant la vérification des consommations réalisées pendant la période d'adaptation de restrictions moins strictes (débits de pompes, index et relevés de compteurs...).

Elles peuvent prendre deux formes :

- **par liste de cultures déposée chaque année** : dans ce cas, les arrêtés cadres peuvent, après justification, prévoir des adaptations moins strictes des restrictions d'irrigation pour certaines cultures spécifiques. Le préfet référent de l'arrêté cadre y établit la liste détaillée de ces pratiques ou cultures éligibles. L'OUGC ou le mandataire, adresse chaque année au préfet auprès de la direction départementale des territoires (DDT) et avant le 31 mai, la liste des cultures concernées pour l'année en cours et non modifiable pour l'année ;
- **par demande individuelle** : dans ce cas, les arrêtés cadres peuvent, après justification, prévoir la liste des cultures éligibles aux adaptations moins strictes des restrictions d'irrigation. Chaque préleveur adresse au préfet auprès de la DDT sa demande d'adaptation moins stricte au fil de l'eau, lorsqu'elle est mobilisable (directement, ou avec l'aide d'une structure telle qu'un OUGC, qui peut rassembler un ensemble de demandes individuelles). Le service vérifie l'éligibilité des demandes et la non atteinte du seuil maximal à respecter par zone d'alerte.

Le maraîchage, les cultures florales, l'horticulture, peuvent être intégrées dans les cultures éligibles à des mesures moins strictes. A contrario, les semences sont éligibles, mais ne sont pas considérées comme prioritaires au regard des ressources généralement garanties dont disposent les irrigants sous contrat.

Un bilan des adaptations moins strictes en débit et en volume est transmis au préfet compétent par les OUGC ou les mandataires à la fin de chaque campagne d'irrigation. Il contient notamment la liste des bénéficiaires, les surfaces des cultures irriguées, les dates, débits et volumes de prélèvements de la période de restrictions concernée (précisions non exhaustives).

La diversification des cultures irriguées qui s'opère du fait du changement climatique ne doit pas se traduire par une augmentation des surfaces de cultures bénéficiant de ces adaptations.

La caractérisation des cultures et les pratiques retenues pour l'adaptation de restrictions moins strictes des usages de l'eau sont appréhendées selon une approche globale cultures / systèmes d'irrigation, à l'échelle du territoire et au regard de différents critères :

- le besoin des cultures en eau : ce critère peut tenir compte des volumes d'irrigation demandés (faibles volumes demandés), du stade de développement de la culture au regard de la disponibilité de la ressource en eau et de la sensibilité des cultures au stress hydrique ;
- la performance des systèmes d'irrigation, en privilégiant des systèmes d'irrigation localisée tels que le goutte à goutte ou la micro-aspersion ;
- la forte valeur ajoutée de certaines cultures en considérant notamment l'adaptation de la culture et du système d'irrigation au sol et au climat.

Pour les territoires où la liste des cultures dérogatoires n'est pas définie dans l'arrêté cadre, les demandes d'adaptation moins stricte des mesures de restriction comprenant les types de cultures, ainsi que les surfaces et les volumes concernés, sont déposées par l'OUGC au service instructeur concerné avant le 31 mai de l'année concernée.

8.2. – Mesures individuelles à titre exceptionnel

Le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager ou d'un nombre limité d'usagers (gestionnaires d'ouvrages structurants, usage de l'eau dans le cadre d'un événement exceptionnel, activités relevant de l'article L 211-1-II du code de l'environnement) adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, dans les conditions définies par l'arrêté-cadre en vigueur. Cette décision est alors, en application de l'article R. 211-66 du code de l'environnement, notifiée individuellement à l'intéressé et publiée sur le site internet des services de l'État dans le département concerné.

La demande comprend également une présentation du protocole de suivi des consommations réalisées durant la période d'application de mesures exceptionnelles. Ce suivi est transmis au préfet dans les deux mois suivant la fin de la période considérée.

Art. 9. – Gouvernance de la gestion de la ressource en eau

Le présent arrêté recommande des principes de gouvernance à promouvoir sur le bassin afin d'améliorer la réactivité de la gestion de l'étiage.

Le suivi de la sécheresse est assuré par des comités de différents niveaux. L'ensemble de ces comités pourra être dématérialisé.

9.1. – Échelon départemental :

- **Comité « Ressource en Eau » départemental (CRE départemental) :** présidé par le préfet de département ou son représentant, il se réunit au minimum deux fois par an avant le début et en fin d'étiage. Il a vocation à préparer la gestion de la ressource durant l'étiage et à réaliser un bilan de cette gestion. Il prévoit également si nécessaire les révisions de l'arrêté-cadre départemental s'il existe.

Le comité « Ressource en eau » doit refléter l'ensemble des usages de l'eau et comprendre des représentants des trois collèges suivants : les services de l'État ; les collectivités et leurs groupements compétents (dont les syndicats de bassins versants) ; les usagers comprenant notamment les professionnels, les associations de protection de l'environnement, les personnes responsables de la production et de la distribution de l'eau, et les consommateurs. Une liste des participants est présentée à titre indicatif en annexe 4. Ce comité peut mandater des représentants qui siégeront au sein du comité de suivi opérationnel de l'étiage. Ce mandat pourra être revu lors du comité précédent l'étiage.

- **Comité de suivi opérationnel de l'étiage :** présidé par le préfet de département ou son représentant, il se réunit autant que nécessaire. Ce comité peut être plus restreint que le comité ressource en eau départemental et son contour est défini par ce dernier. Le nombre restreint de participants permet une meilleure réactivité dans la prise de décision d'application de mesures de restrictions.

9.2. – Échelon sous-bassin ou territoire d'arrêté cadre inter-départemental (ACI)

Le comité « Ressource en Eau » interdépartemental (CRE interdépartemental) se réunit au minimum une fois par an à l'échelle du sous-bassin ou du périmètre de l'arrêté cadre interdépartemental afin de dresser le bilan de l'étiage et de faire remonter les besoins de révision de ce dernier. Il peut se tenir autant que nécessaire durant l'étiage, en format « comité ressource en eau interdépartemental » ou « comité de suivi opérationnel interdépartemental », afin d'assurer la cohérence d'application de l'arrêté-cadre interdépartemental.

Les comités ou commissions de gestion locaux ou de périmètre d'arrêtés cadres interdépartementaux existants (Tarn, Lot, Garonne, Neste et rivières de Gascogne, Adour amont, Midour-Douze, Arros –

Esteous, Auvignons – Gélise – Auzoue, Aveyron) peuvent assurer ce rôle en veillant à la représentativité de l'ensemble des usagers.

Sur les sous-bassins dépourvus de comité ressource en eau ou de comité de gestion, ce rôle pourra être assuré en s'appuyant sur d'autres instances existantes réunissant des représentants de l'ensemble des usagers de l'eau (Commissions territoriales...).

Sur les territoires concernés par un arrêté-cadre interdépartemental et pour lesquels aucune instance dédiée n'existe, le comité ressource en eau départemental pourra être élargi aux autres départements concernés à l'occasion du bilan de l'étiage afin d'évaluer les besoins d'actualisation de l'arrêté cadre interdépartemental (exemple : Lèze, Arize, Midour...).

Lorsque des décisions de restriction ou d'adaptation des objectifs de soutien d'étiage doivent être prises, ces comités sont présidés soit par le préfet (ou son représentant), soit le cas échéant coprésidés par le préfet (ou son représentant) en associant le président de la structure gestionnaire du soutien d'étiage.

Le préfet référent de l'arrêté-cadre interdépartemental peut identifier sur tout ou partie de son territoire le préfet déclencheur dont le rôle est d'assurer durant l'étiage, en cas de besoin, la consultation des services et usagers nécessaires afin de prendre des décisions à l'échelle du territoire de l'arrêté cadre. Sur un tel périmètre, lorsque le fonctionnement hydrologique le justifie, plusieurs préfets peuvent être identifiés pour assurer ce rôle de déclencheur. Leur rôle respectif et la partie du périmètre concerné sont alors précisés dans l'arrêté cadre interdépartemental correspondant.

Afin de réduire leur délai de mise en œuvre et d'en accroître l'efficacité, les décisions actées lors des comités ou instances interdépartementales adaptées citées ci-dessus doivent être tracées dans des relevés de décision. Pour s'appliquer, ces décisions ne nécessitent pas de consultation complémentaire systématique en comité départemental. L'arrêté cadre interdépartemental pourra préciser les modalités retenues.

Art. 10. – Information et communication

Les usagers de l'eau doivent être prévenus le plus rapidement possible de la mise en œuvre de mesures de restriction des prélèvements en eau.

Pour chaque arrêté de restriction temporaire des usages (nouvel arrêté, modification ou abrogation), les services départementaux de l'État saisissent les informations relatives à l'étendue et l'intensité des mesures de restriction dans PROPLUVIA. L'information disponible au niveau de ce site Internet est mise à jour en temps réel au fur et à mesure de la saisie par les services départementaux.

Les arrêtés préfectoraux sont publiés au recueil des actes administratifs du département, et systématiquement disponibles sur le site Internet des services de l'État du département dès leur signature, si possible sur une page dédiée réunissant tous les éléments d'information ad hoc pour favoriser l'accessibilité et l'intelligibilité de la réglementation (en particulier, arrêté-cadre et d'orientation seront publiés ensemble).

L'arrêté est également adressé pour affichage en mairie au maire de chaque commune concernée, par les services départementaux de l'État.

L'organisme unique de gestion collective (OUGC) compétent ainsi que les chambres d'agriculture concernées sont invités à informer les irrigants des mesures qui les concernent. Les personnes responsables de la production et de la distribution de l'eau sont invitées à informer leurs abonnés des mesures applicables aux réseaux d'eau potable qui les concernent.

Art. 11. – Durée de validité

Au vu des retours d'expérience et des bilans annuels établis par les services de l'État du bassin, le préfet coordonnateur de bassin peut réviser en tant que de besoin le présent arrêté.

Art. 12. – Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de chacune des préfectures de région concernées par la circonscription du bassin Adour-Garonne.

Il sera mis à la disposition du public dans chacune des préfectures des départements du bassin.

Art. 13. – Abrogation

L'arrêté d'orientation de bassin du 2 juillet 2021 est abrogé.

Art. 14. – Exécution

Le secrétaire général pour les affaires régionales, les préfets de région et de département du bassin Adour-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, délégué de bassin Adour-Garonne, ainsi que les directeurs régionaux et les directeurs départementaux chargés de l'environnement du bassin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le

24 MARS 2023



Pierre-André DURAND

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours gracieux auprès de son auteur, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulouse. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. En cas de recours gracieux, le délai du recours contentieux est prorogé de deux mois à compter de la décision de rejet de l'administration. Le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande.

17

Annexe 1 : Description des différents types d'arrêtés

L'arrêté cadre interdépartemental (ACI)

Cet arrêté cadre définit les conditions communes de gestion à l'échelle du sous-bassin ou à une échelle plus fine si nécessaire. Un sous-bassin peut contenir plusieurs arrêtés cadres interdépartementaux. Un **préfet référent d'arrêté cadre interdépartemental** est désigné pour chaque arrêté cadre interdépartemental. **Si cet arrêté est à l'échelle du sous-bassin alors le préfet coordonnateur de sous-bassin est également préfet référent de l'arrêté cadre interdépartemental.**

L'arrêté cadre départemental (ACD)

Sur les secteurs non couverts par un arrêté cadre interdépartemental, les préfets de département prennent un arrêté cadre départemental définissant les mesures de gestion. L'ensemble du territoire doit être couvert soit par un arrêté cadre interdépartemental, soit par un arrêté cadre départemental.

L'arrêté d'application départemental de gestion de la sécheresse

Afin de supprimer toute superposition d'arrêtés cadres et de faciliter la compréhension des mesures de gestion applicables, sur les secteurs couverts à la fois par un arrêté cadre départemental et un autre interdépartemental, si il existe, l'arrêté départemental, sous sa forme actuelle, devra disparaître ou être révisé autant que possible avant le 15 juin 2023 pour être renommé : *Arrêté d'application départemental de gestion de la sécheresse*. Ce nouvel arrêté d'application de l'ACI prendra la forme d'une synthèse des modalités de gestion de la sécheresse à l'échelle du département. Il pourra être un document à part entière ou être intégré en annexe de l'arrêté cadre départemental prévu pour d'autres territoires sans superposition..

02/03/23

Annexe 2 : Organisation de la gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne

Rôle du préfet coordonnateur de bassin

Selon l'article L. 213-7 du Code de l'environnement, « dans chaque bassin, le préfet de la région où le comité de bassin a son siège anime et coordonne la politique de l'État en matière de police et de gestion des ressources en eau afin de réaliser l'unité et la cohérence des actions déconcentrées de l'État en ce domaine dans les régions et départements concernés. Les décrets prévus à l'article L. 211-2 précisent les conditions d'intervention du préfet coordonnateur de bassin, notamment en ce qui concerne la gestion des situations de crises, ainsi que les moyens de toute nature nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées par les chapitres Ier à VII du présent titre ».

Selon l'article R. 211-69 du Code de l'environnement, « Le préfet coordonnateur de bassin fixe par un arrêté d'orientations pour tout le bassin les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions. L'arrêté d'orientations détermine également les sous-bassins et nappes d'accompagnement associées ou les masses d'eau ou secteurs de masses d'eau souterraine devant faire l'objet d'une coordination interdépartementale renforcée, au travers notamment d'un arrêté-cadre interdépartemental tel que prévu à l'article R. 211-67».

Rôle du préfet coordonnateur de sous-bassin

Le préfet coordonnateur de sous-bassin a pour rôle de :

- coordonner les actions de gestion de l'eau des différents préfets des départements du sous-bassin ;
- planifier les actions à mener dans les limites du sous-bassin pour l'atteinte du bon état des eaux et de la bonne qualité des milieux aquatiques en général, ainsi que pour une gestion quantitative équilibrée des ressources au regard de tous les usages ;
- présenter le bilan de la gestion administrative de la période d'étiage sur l'ensemble des territoires couverts par un ACI de son sous-bassin.

Sur les sous-bassin couverts par un seul arrêté-cadre interdépartemental, le préfet coordonnateur de sous-bassin est également le préfet référent de cet arrêté .

Rôle du préfet référent de l'arrêté-cadre interdépartemental

Sur les sous-bassins couverts par plusieurs arrêtés cadres interdépartementaux (cas des sous-bassin Garonne ou Charente par exemple), un préfet référent est désigné pour chaque arrêté cadre interdépartemental.

Il a en charge d'assurer et d'animer :

- la mise en œuvre de l'arrêté cadre ainsi que sa mise à jour ;
- la concertation pour veiller à une vision globale et à la cohérence des mesures prises pour la gestion de la ressource en eau à l'échelle du territoire d'application de l'ACI et en veillant à la coordination entre les usages et la solidarité amont/aval ;
- l'harmonisation des arrêtés d'application départementaux en lien avec les arrêtés cadres interdépartementaux les concernant et notamment la cohérence des mesures de gestion de la ressource en eau et de leurs conditions de déclenchement et de levée. ;
- la stratégie de communication à l'échelle du territoire de l'ACI en fonction des différents usagers pour développer les économies d'eau ;
- la réalisation de bilans annuels et retours d'expériences sur la gestion de la sécheresse.

Le préfet référent d'arrêté-cadre l'élabore en concertation avec les préfets des départements concernés.

Le préfet référent, par défaut, est en charge de prendre la décision de l'application de mesures de restriction temporaire sur la ressource en eau interdépartementale concernée dès que les conditions de déclenchement sont observées, en application de l'arrêté cadre interdépartemental. Les préfets de départements limitrophes concernés prennent les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau. Si un ou plusieurs autres préfets sont identifiés en tant que déclencheur pour porter ce rôle, le préfet déclencheur assure ce rôle à l'échelle du territoire sur lequel il est désigné dans l'arrêté cadre.

Rôle du préfet de département

Selon le Code de l'environnement, le préfet de département prescrit et met en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau :

1/ par **arrêté-cadre départemental** sur les territoires dépourvus d'arrêtés cadres interdépartementaux ou si besoin par arrêté d'application départemental des arrêtés cadres interdépartementaux. Il doit s'assurer que l'arrêté d'application est conforme aux arrêtés cadres interdépartementaux dont il dépend ;

2/ par **arrêté de restriction temporaire des usages de l'eau**, pendant l'épisode de sécheresse, suivant quatre niveaux de gravité (Vigilance, Alerte, Alerte Renforcée, Crise).

Il est également en charge de l'animation et la coordination des mesures, durant l'épisode de sécheresse à travers les comités ressource en eau et les comités de suivi opérationnels.

Il doit veiller à ce que les dispositions de ses arrêtés soient conformes avec les orientations prises par le préfet coordonnateur de bassin. Les orientations fixées par celui-ci sont opposables aux préfets de la circonscription du bassin (cf. article R. 211-69 du code de l'environnement).

Le préfet référent d'arrêté cadre interdépartemental ainsi que chaque préfet de département a la possibilité de fixer dans ses arrêtés cadres sécheresse des restrictions plus restrictives que celles définies par le préfet coordonnateur de bassin si les circonstances locales le justifient.

Rôle du préfet « déclencheur » et des préfets « suiveurs »

En dehors des arrêtés cadres interdépartementaux (ACI), sur les sous-bassins (y compris leur nappe d'accompagnement) ou les masses d'eau souterraine interdépartementales, des zones d'alerte sont définies dans chacun des départements concernés (en veillant à ce que l'intitulé de la zone d'alerte soit suffisamment explicite pour établir des liens de coordination avec le ou les départements contigus). Dans ces cas, ou dans certains arrêtés cadres interdépartementaux qui le spécifient, sont précisés :

- un **préfet déclencheur** qui est en charge de prendre la décision de mesures de restriction temporaire sur la ressource en eau interdépartementale concernée dès que les conditions de déclenchement sont observées en application de(s) arrêté(s)-cadre ;
- un ou plusieurs **préfet(s) suiveur(s)** en charge de prendre l'arrêté de restriction d'usage adapté en toute connaissance de cause, dans son département.

Les modalités de coordination entre les préfets sont indiquées dans les arrêtés-cadres départementaux de chaque département concerné par le sous-bassin.

Le préfet référent de l'arrêté cadre interdépartemental peut identifier sur tout ou partie de son territoire le préfet déclencheur dont le rôle est d'assurer durant l'étiage, en cas de besoin, la consultation des services et usagers nécessaires afin de prendre des décisions à l'échelle du territoire de l'arrêté cadre. Sur un tel périmètre, lorsque le fonctionnement hydrologique le justifie, plusieurs préfets peuvent être identifiés pour assurer ce rôle de déclencheur. Leur rôle respectif et la partie du périmètre concerné sont alors précisés dans l'arrêté cadre interdépartemental correspondant.

Annexe 3 : Objectifs de couverture totale du bassin Adour-Garonne

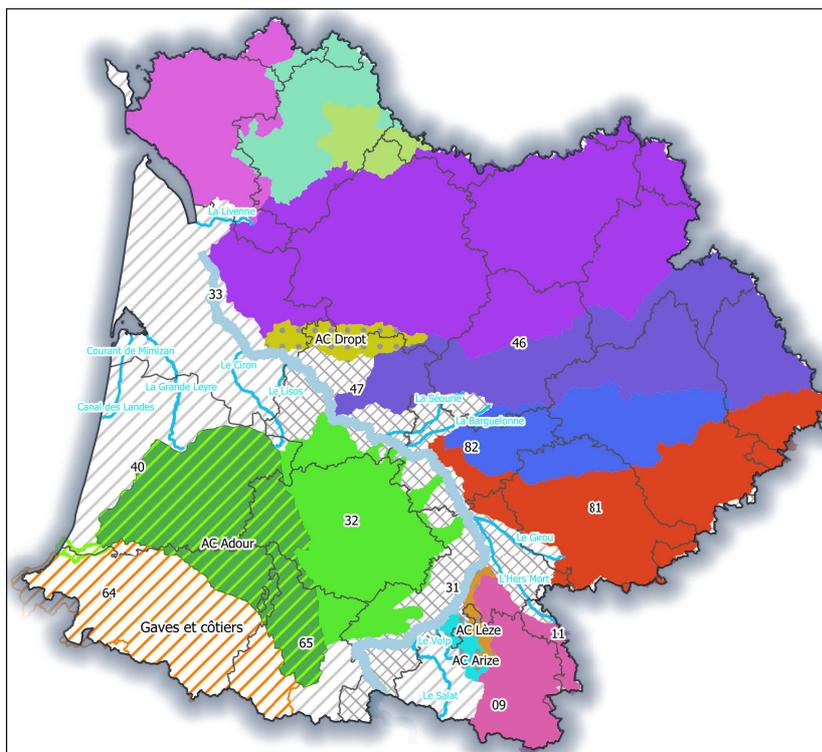
Le tableau et la carte ci-dessous synthétisent l'ensemble des préconisations listées à l'article 2 :

Territoire	Action	En charge de la dynamique	Échéance
ACI trop anciens : - Dropt - Lèze - Arize	Réviser les ACI trop anciens	DDT référente d'ACI	Autant que possible 15 juin 2023 *
Adour + Midour-Douze affluents Adour et	Mise à jour de l'AC Adour avec intégration complète de Midour-Douze et élargissement à l'Adour aval	DDTM des Landes (référente) DDTM des Pyrénées-Atlantiques DDT du Gers DDT des Hautes-Pyrénées	
Gaves sur les départements des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques et côtiers des Pyrénées-Atlantiques	Création d'un ACI et suppression des ACD de petits bassins	DDTM des Pyrénées-Atlantiques DDT des Hautes-Pyrénées DDTM des Landes	
Barguelonne Lemboulas	Création d'ACI	DDT du Tarn et Garonne (référente) DDT du Lot DDT du Lot-et-Garonne	
Zones départementales non couvertes par des AC : - Ariège (09), - Gironde (33), - Côtiers des Landes (40), - Hautes-Pyrénées (65) - Tarn (81) ...	ACD/ACI	DDT de l'Ariège DDTM de la Gironde DDTM des Landes DDT des Hautes-Pyrénées DDT du Tarn ...	
Petits bassins interdépartementaux non couverts par un ACI (listés à l'Article 2)	Gestion coordonnée à inscrire dans les ACD	Chaque DDT concernée en lien avec les DDT voisines	
Zones de superposition d'ACD et d'ACI	Analyse de la plus-value de l'ACD auprès du PCB et renommer l'ACD en "Arrêté d'application départemental" de gestion de la sécheresse si confirmé	DDT concernées	* ou pour le 1 ^{er} juin après 2023 en cas d'autres révisions ultérieures

Objectif de couverture du bassin Adour-Garonne en arrêtés cadres départementaux et interdépartementaux à l'horizon 2023

Légende

- Bassin Adour-Garonne
- Arrêtés cadre interdépartementaux existants
 - ACI Ariège, Hers Vif (Sauf Lèze)
 - ACI Aveyron
 - ACI Cogesteau
 - ACI Dordogne
 - ACI Karst de la Rochefoucauld
 - ACI Lot
 - ACI Neste et rivières de Gascogne
 - ACI Saintonge
 - ACI Tarn
 - ACI Garonne
 - ACI Barguelonne Lemboulas (en cours)
- Arrêtés cadre interdépartementaux à créer ou réviser
 - ▨ ACI à créer (Préfet référent)
 - ▨ Extension de l'ACI Adour
 - ▨ ACI Adour à réviser (intégration Midour-Douze)
 - ▨ ACI Lèze à réviser
 - ▨ ACI Arize à réviser
 - ▨ ACI Dropt à réviser
- Arrêtés cadre départementaux à créer ou réviser
 - ▨ ACD à créer
 - ▨ ACD à réviser
 - Bassins à besoin de coordination interdépartementale



Annexe 4: Composition des comités ressources en eau à titre indicatif

Collège services de l'Etat
Préfecture
Agence de l'eau Adour-Garonne (AEAG)
Agence Régionale de Santé (ARS)
Bureau Régional de Géologie Minière (BRGM)
Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer)
Météo France
DDETSPP
Direction Départementale des Territoires (DDT)
DREAL milieux aquatiques
DREAL hydrométrie
Office français de la Biodiversité (OFB)
Préfecture
Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)
DRAAF
Groupement départemental de gendarmerie

(carte indicative)

Collège des Collectivités
Représentant des communautés de commune
Représentant des communes
Conseil Départemental
Conseil Régional
CLE du SAGE
EPTB
Associations de maires
Syndicat de bassin versant ou structure GEMAPIenne compétente
Parc Naturel Régional

Collège des Usagers
Association de consommateurs
Chambre d'agriculture départementale
Organisme unique de gestion collective
Gestionnaires d'ouvrages
Représentants de la profession agricole
Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable
Fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
Industriels
Chambre de commerce et d'industrie
Chambre des métiers et de l'artisanat
Coopératives agricoles
Associations de protection de la nature et de l'environnement
Gestionnaire de voies navigables : VNF
Industriels
ASA/ASL/ Association d'irrigants
Associations d'usagers
Entreprises
Gestionnaire d'ouvrages hydroélectriques
Producteurs hydroélectriques indépendants
Conchyliculteurs

Annexe 5 : Les débits de référence aux points nodaux et les débits objectifs complémentaires

La disposition C3 « *Définition des débits de référence* » du SDAGE 2022-2027 Adour-Garonne définit un réseau de points nodaux pour lesquels sont définies des valeurs de **débit objectif d'étiage (DOE)** et **débit de crise (DCR)** qui servent de référence pour la gestion de l'eau.

Le **DOE** est le débit de référence permettant l'atteinte du bon état des eaux et au-dessus duquel est satisfait l'ensemble des usages en moyenne 8 années sur 10. Il traduit les exigences de la gestion équilibrée visée à l'article L.211-1 du code de l'environnement. À chaque station de référence, la valeur du DOE est visée chaque année en période d'étiage en valeur moyenne journalière, et constitue l'objectif qui conditionne le rétablissement des équilibres quantitatifs.

Le **DCR** est le débit de référence au-dessous duquel seules les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile, de l'alimentation en eau potable et les besoins des milieux naturels peuvent être satisfaits.

La valeur du DCR est impérativement sauvegardée en valeur moyenne journalière.

En plus de ces points, les arrêtés cadres sécheresse peuvent définir des points complémentaires, appelés **Débits Objectifs Complémentaires (DOC)**, sur des petits bassins équipés de stations hydrométriques. Les DOC sont mis en place sur les principaux affluents pour lesquels le SDAGE n'a pas défini de valeur de DOE.

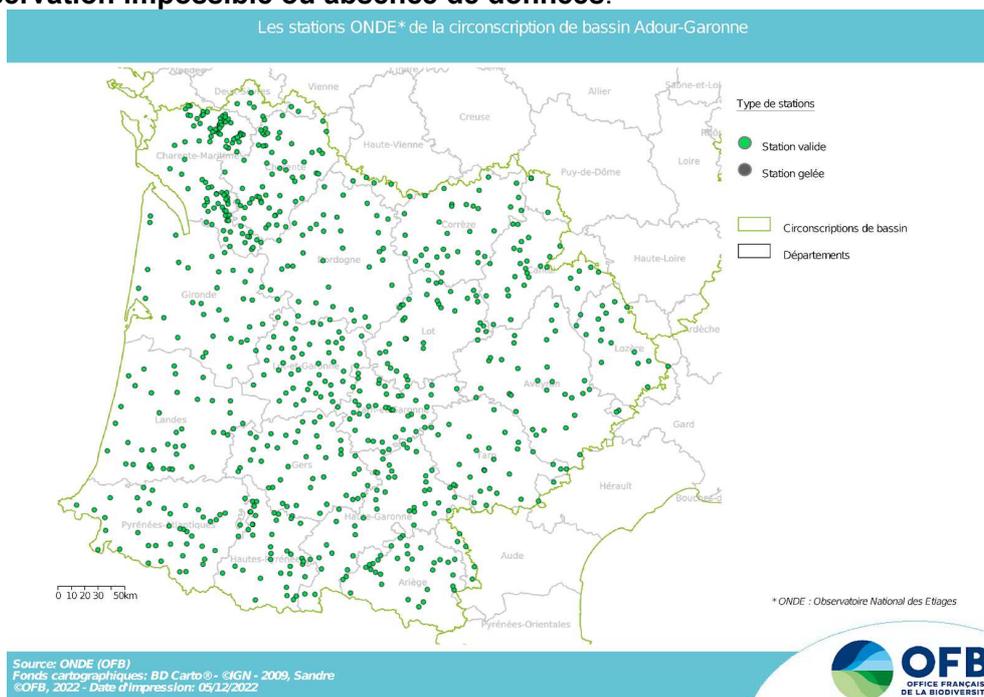
Annexe 6 : Le réseau de l'observatoire national de suivi des étiages (ONDE)

En compatibilité avec la disposition C27 « Valoriser le suivi des écoulements pour la gestion de crise » du SDAGE 2022-2027 Adour-Garonne, l'Office Français de la Biodiversité suit les écoulements à l'étiage, à travers l'Observatoire National des Étiages (ONDE) afin d'apporter ses connaissances et son appui technique à la gestion des situations de crise.

L'observatoire national des étiages (ONDE) présente un **double objectif** de constituer un réseau de connaissance stable sur les étiages estivaux et d'être un outil d'aide à la gestion de crise. Les stations ONDE sont majoritairement positionnées en tête de bassin pour apporter de l'information sur les situations hydrographiques non couvertes par d'autres dispositifs existants et/ou pour compléter les informations disponibles auprès des gestionnaires de l'eau (ex. Banque HYDRO).

Sur le terrain, le niveau d'écoulement des cours d'eau est apprécié visuellement selon **cinq modalités de perturbations** d'écoulement :

- **écoulement visible** : correspond à une station présentant un écoulement continu, écoulement permanent et visible à l'œil nu.
- **écoulement visible faible** : correspond à une station présentant un écoulement continu mais dont le débit faible ne garantit pas un bon fonctionnement biologique.
- **écoulement non visible** : correspond à une station sur laquelle le lit mineur présente toujours de l'eau mais le débit est nul.
- **assec** : correspond à une station à sec, où l'eau est totalement évaporée ou infiltrée sur plus de 50 % de la station.
- **observation impossible ou absence de données.**



Le réseau ONDE s'organise selon **deux types de suivis** : un suivi usuel et un suivi **complémentaire**. La différence entre ces deux suivis réside dans les périodes et fréquences de mise en œuvre des observations sur le terrain.

- Le suivi usuel

Le suivi usuel vise à répondre à l'objectif de **constitution d'un réseau de connaissance**. Les observations usuelles doivent être stables dans le temps de manière à constituer un jeu de données historiques permettant l'estimation de l'intensité des étiages estivaux par comparaison des informations obtenues avec celles des années antérieures. Pour cela, l'ensemble des stations est suivi régulièrement à des périodes et fréquences fixes définies au niveau national.

Le suivi usuel est réalisé mensuellement de façon systématique sur tous les départements métropolitains sur la période de mai à septembre, au plus près du 25 de chaque mois à plus ou moins 2 jours. Il concerne l'ensemble des stations ONDE du département, c'est-à-dire un minimum de 30 stations par département.

- Le suivi complémentaire

En dehors des périodes de suivi usuel (cf. paragraphe ci-dessus), l'activation anticipée et l'arrêt de ONDE, ainsi que l'augmentation de la fréquence d'observation, peuvent être ordonnés par les préfets de département (MISE) ou sur décision spontanée des services départementaux de l'OFB. Il s'agit du suivi complémentaire dont l'objectif est **d'apporter des informations pour la gestion de situations jugées sensibles**. Son activation peut également être déclenchée à l'échelle du bassin à l'initiative du préfet coordonnateur de bassin si la situation le nécessite ou par le ministère de la transition écologique si un état de crise le justifie à l'échelle nationale.

Même s'il est préconisé d'effectuer les observations sur la totalité des stations du réseau départemental, le suivi complémentaire peut également se mettre en place sur un sous-échantillonnage de stations ONDE (exemple sur un petit bassin particulièrement impacté par les prélèvements). La fréquence de prospection est laissée à l'appréciation des acteurs locaux : la fréquence maximale peut être hebdomadaire au plus fort de la crise.

Lorsque les données ONDE ne sont disponibles que mensuellement, l'analyse d'indicateurs complémentaires est nécessaire pour définir les mesures à mettre en place ou à lever. Par exemple, une pluviométrie non significative sur les 7 derniers jours pourra entraîner le passage au niveau de restriction supérieur.

Les données ONDE sont utilisées en priorité lorsque la zone d'alerte n'est pas équipée de stations hydrométriques ou piézométriques.

Dans les zones d'alerte équipées de stations hydrométriques ou piézométriques, les données ONDE sont utilisées au même titre que l'ensemble des éléments d'information disponibles (Article 8.2).

Les conditions de déclenchement des mesures de restrictions liées au réseau ONDE de zones d'alertes juxtaposées d'un même cours d'eau en relation directe amont-aval ou rive droite/rive gauche sont définies en concertation dans le cadre des arrêtés cadres départementaux ou interdépartementaux. Les résultats des stations ONDE situées hors territoire départemental, en tête de bassin versant, pourront être utilisées au même titre que l'ensemble des éléments d'information disponibles.

Les tableaux ci-dessous définissent les **règles minimales, à adapter en fonction des spécificités locales, de prise en compte des données ONDE pour la prise et la levée de mesures de restriction des usages. Ces conditions de déclenchement et levée des mesures ne sont valables que dans les cas où les données ONDE sont disponibles au moins deux fois par mois.**

Conditions de déclenchement minimales (à adapter en fonction des spécificités locales) pour la mise en place de mesures sur les zones d’alerte en lien avec ONDE (applicable quand les données sont disponibles au moins deux fois par mois) :

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Cas 1 : d’une zone d’alerte avec une seule station ONDE	Néant	Premier constat en écoulement visible faible	Deuxième constat en écoulement visible faible	Premier constat en écoulement non visible
Cas 2 : d’une zone d’alerte avec plusieurs stations ONDE	Au moins un constat d’écoulement visible faible	Au moins 1/3 des points en écoulement visible faible	50 % des points en écoulement visible faible ou 1/3 des points avec 2 constats consécutifs en écoulement visible faible	50 % des points en écoulement non visible ou 1 point en assec
Cas 3 : zone d’alerte contenant plusieurs petits bassins et avec des stations ONDE réparties sur l’ensemble du périmètre	Au moins un constat d’écoulement visible faible	Au moins 20 % des points au moins en écoulement visible faible	Au moins 1/3 des points au moins en écoulement visible faible	Au moins 50 % des points au moins en écoulement visible faible

Conditions minimales (à adapter en fonction des spécificités locales) de levée des mesures sur les zones d’alerte en lien avec ONDE :

	Crise ⇒ Alerte renforcée	Alerte renforcée ⇒ Alerte	Alerte ⇒ Levée des mesures
Cas 1 : d’une zone d’alerte avec une seule station ONDE	Premier constat en écoulement visible	Deux constats consécutifs en écoulement visible	Trois constats consécutifs en écoulement visible acceptable
Cas 2 : d’une zone d’alerte avec plusieurs stations ONDE	100 % des points en écoulement visible	Deux constats consécutifs en écoulement visible pour tous les points	Trois constats consécutifs écoulement visible acceptable pour tous les points
Cas 3 : d’une zone d’alerte contenant plusieurs petits bassins et avec des stations ONDE réparties sur l’ensemble du périmètre	100 % des points en écoulement visible	Deux constats consécutifs en écoulement visible pour tous les points	Trois constats consécutifs écoulement visible acceptable pour tous les points

Annexe 7 : Tableau des mesures minimales de restriction*

Usagers				Usages	Ressource concernée par l'usage**		Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau ou des activités selon le niveau de gravité de l'étiage
P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole					Milieux naturels Préciser dans les arrêtés cadres le milieu (eau superficielle ou eau souterraine) et les compartiments concernés	Réseau d'alimentation en eau potable	

P	E	C	A	Usages	Milieux naturels	Réseau AEP	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
---	---	---	---	--------	------------------	------------	-----------	--------	------------------	-------

1 - Irrigation agricole, arrosage, abreuvement des animaux

				x	Irrigation agricole des cultures (sauf prélèvements à partir de retenues déconnectées* de la ressource en eau en période d'étiage)	oui	oui	Information via communiqué de presse + Information de l'OUGC + Toute mesure d'anticipation proposée par l'OUGC	Interdiction 2 jours / semaine des prélèvements agricoles (excepté pour les secteurs où les tours d'eau sont déjà organisés sans passer sous le seuil de 25 % du temps ou débits de prélèvement) Et/Ou Réduction de 30 % en volume ou en temps (de 13h00 à 20h00) Ces horaires pourront être adaptés pour les cas particuliers du maraîchage, de l'horticulture, et de systèmes d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspersion) Et/ Ou 30 % en débit (tours d'eau organisés) + Toute mesure d'anticipation proposée par l'OUGC	Interdiction 3,5 jours / semaine des prélèvements agricoles (excepté pour les secteurs où les tours d'eau sont déjà organisés sans passer sous le seuil de 50 % du temps ou débit de prélèvement) Et/Ou Réduction de 50 % en volume ou en temps (de 8h00 à 20h00) Ces horaires pourront être adaptés pour les cas particuliers du maraîchage, de l'horticulture, et de systèmes d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspersion) Et/Ou 50 % en débit (tours d'eau organisés) + Toute mesure d'anticipation proposée par l'OUGC	Interdiction des prélèvements Sauf adaptations de restrictions moins strictes prévues dans l'arrêté cadre + Toute mesure d'anticipation proposée par l'OUGC
x	x	x	x		Arrosage des jardins potagers (y compris serres, non agricoles)	oui	oui	Information via communiqué de presse	Interdiction de 13h00 à 20h00	Interdiction de 8h00 à 20h	
x	x	x	x		Arrosage des pelouses, massifs fleuris, Jardins d'agrément, arrosage des espaces verts, golfs particuliers (<i>Ilots de fraîcheurs ou jardins remarquables gérés par des collectivités : une adaptation moins stricte peut être intégrée dans les arrêtés cadres sur la base des restrictions applicables aux jardins potagers</i>)	oui	oui	Information via communiqué de presse	Interdiction de 8h00 à 20h00	Interdiction totale (sauf cas particulier des plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans - interdiction de 8h00 à 20h00 et arrosages limités à 2 fois par semaine de 20h00 à 8h00, sous réserve de restrictions plus strictes nécessaires pour l'alimentation en eau potable)	
x	x	x	x		Arrosage des terrains de sport (y compris aires d'évolutions équestres, centres équestres, hippodromes, circuits motocross, circuits vtt)	oui	oui	Information via communiqué de presse	Interdiction de 13h00 à 20h00	Interdiction de 8h00 à 20h00 Arrosage possible de 20h00 à 8h00, limité à 2 fois par semaine	Interdiction totale Sauf pour terrains de sport d'enjeu national ou international : interdiction de 8h00 à 20h00, arrosage possible de 20h00 à 8h00, limité à 2 fois par semaine, sauf en cas de pénurie d'eau potable (Interdiction totale)
	x	x			Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	oui	oui	Information via communiqué de presse	Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8h00 à 20h00 + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 30 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.	Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des greens et des départs + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 60 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.	Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des greens qui peuvent être arrosés entre 20h00 et 8h00 sauf en cas de pénurie d'eau potable + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau d'au moins 70 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.
x	x	x	x		Abreuvement des animaux	oui	oui	Information via communiqué de presse	Pas de limitation sauf arrêté spécifique.		

2 - Lavage et nettoyage

x	x	x	x		Lavage de véhicules et engins nautiques par les professionnels	oui	oui	Information via communiqué de presse Affichage obligatoire de l'arrêté de vigilance ou du communiqué de presse	Interdiction sauf avec du matériel haute pression ou avec un système de recyclage de l'eau (sauf impératif sanitaire) Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	
x					Lavage de véhicules et engins nautiques privés chez les particuliers	oui	oui	Information via communiqué de presse	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire		

P	E	C	A	Usages	Milieux naturels	Réseau AEP	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
x	x	x	x	Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées	oui	oui	Information via communiqué de presse	Interdiction Sauf impératif sanitaire, sécuritaire ou lié à des travaux		Interdiction totale Sauf impératif sanitaire et sécuritaire
3 - Loisirs										
x				Remplissage de piscines familiales	oui	oui	Information via communiqué de presse	Interdiction totale sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions et après consultation du gestionnaire de l'alimentation en eau potable		Interdiction totale
x	x			Remplissage de piscines accueillant du public	oui	oui	Information via communiqué de presse	Interdiction totale, sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'ARS.		
x	x	x		Vidange de piscines	oui	oui		Interdiction totale Rappel : D'après l'article R1331-2 du Code de la santé publique : " Il est interdit d'introduire dans les systèmes de collecte des eaux usées : [...] d) Des eaux de vidange des bassins de natation. Toutefois, les communes agissant en application de l'article L. 1331-10 peuvent déroger aux c et d de l'alinéa précédent à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les déversements soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du rejet final. Les dérogations peuvent, en tant que de besoin, être accordées sous réserve de prétraitement avant déversement dans les systèmes de collecte. "		
x	x	x		Alimentation des fontaines publiques Et privées d'ornement en circuit ouvert	oui	oui	Information via communiqué de presse	Interdiction totale		
x	x	x		Navigation fluviale	oui	sans objet	Voir les arrêtés départementaux relatif aux règlements particuliers de police de la navigation Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses			
x	x	x		Fonctionnement des douches de plages et tout autre dispositif analogue	oui	oui	Information via communiqué de presse	Interdiction totale		
x	x	x		orpillage (professionnel et amateur) et pratiques ou activités dans le lit ou sur les berges pouvant avoir un impact sur les milieux aquatiques	oui	sans objet	Information via communiqué de presse	Restrictions à définir localement-sur les territoires à enjeux biologiques et piscicoles (dans les arrêtés cadres)	Interdictions à définir localement-sur les territoires à enjeux biologiques et piscicoles (dans les arrêtés cadres)	
4 - ICPE, hydroélectricité, moulins, ouvrages hydrauliques										
	x	x	x	Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	oui	oui	Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau Se référer à leur arrêté d'autorisation ou de prescriptions	Se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions des ICPE. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Le registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.		
x	x	x		Installations de production d'électricité d'origine hydraulique	oui	sans objet	Le fonctionnement par éclusées (principe de retenir l'eau pour la restituer par la suite), des centrales hydroélectriques est <u>interdit</u> , quel que soit leur règlement d'eau, du 1er juin au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période sauf pour les ouvrages participant au soutien d'étiage et les usines de pointe et ouvrages d'alimentation de ces usines*** ou ouvrages bénéficiant d'une dérogation précisée dans l'arrêté cadre applicable (et sur la base d'un protocole de fonctionnement adapté avec les services de police compétents). L'exploitant informe le service de police de l'eau du département et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de tout arrêt de fonctionnement prolongé pour raisons techniques ou indisponibilité des équipements de production électrique, ainsi que de toute reprise.			
x	x	x		Manœuvres des vannes d'installations hydrauliques	oui	sans objet	Les manœuvres de vannes provoquant artificiellement des variations de débits d'eau à l'amont et /ou à l'aval des barrages et moulins, sont interdites du 1er juin au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période, à l'exception : - des vannes commandant les dispositifs de franchissement du poisson, - des manœuvres de vannes nécessaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, au respect de la cote légale de l'ouvrage ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont, au soutien d'étiage et à l'alimentation des piscicultures.			
x	x	x	x	Remplissage des plans d'eau sauf retenues destinées à l'AEP et retenues participant au soutien d'étiage dont l'arrêté d'autorisation le permet	oui	oui	Information via communiqué de presse	Le remplissage des retenues est interdit en période d'étiage et du 1er juin au 31 octobre, ainsi qu'a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période.		
5 – Rejets dans le milieu naturel										
x	x	x	x	Vidange totale de plans d'eau vers le réseau hydrographique	oui	sans objet	Information via communiqué de presse	Interdiction totale sauf autorisation administrative		

* Ces mesures ne sont pas applicables dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.

** Voir annexe 8

*** Un extrait de la liste fixée par le code de l'environnement de ces usines de pointe dont les ouvrages sont concernés figure en annexe 9 de l'arrêté d'orientation de bassin

Annexe 8: Définition technique des compartiments : cours d'eau et nappe d'accompagnement, nappe déconnectée, retenue déconnectée

Sur le bassin Adour-Garonne, trois compartiments sont définis et sont explicités ci-dessous :

Les cours d'eau et nappe d'accompagnement concernent l'ensemble des ressources en eau suivantes :

- Cours d'eau : l'article L 215-7-1 du Code de l'environnement donne la définition suivante : « constitue un cours d'eau un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année. L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales. »
- Cours d'eau réalimenté
- Canal
- Source
- Retenues connectées au milieu naturel :
 - o plan d'eau en travers de cours d'eau (les retenues de réalimentation sont des cas particuliers et font l'objet d'une autorisation administrative et disposent d'un règlement d'eau qui fixe les grands principes de fonctionnement de l'ouvrage) ;
 - o plan d'eau alimenté en continu par une dérivation (pas de déconnexion estivale) ;
 - o plan d'eau sur source ;
 - o plan d'eau connecté en lien avec la nappe d'accompagnement (remise en eau naturelle du site de prélèvement) et gravières.
- Nappe d'accompagnement : la nappe d'accompagnement est la ressource souterraine
 - o en relation avec le cours d'eau, et le plus souvent en connexion hydraulique avec celui-ci ;
 - o et dans laquelle le prélèvement a une incidence sur le débit de ce cours d'eau : les prélèvements effectués dans les aquifères en relation avec les cours d'eau privent ceux-ci d'une partie significative des apports latéraux contribuant à leurs écoulements de base. En effet, lors d'un pompage en nappe d'accompagnement, deux phénomènes sont à prendre en considération :
 - le premier, dont l'impact sur le cours d'eau est immédiat, correspond au transfert d'eau du cours d'eau vers la nappe d'accompagnement induit par le pompage dans la partie de la nappe d'accompagnement la plus proche du cours d'eau ;
 - le second, dont l'impact sur le cours d'eau est différé, correspond à un « manque à gagner » pour le cours d'eau, puisqu'il s'agit de prélever une partie du flux transitant dans la nappe d'accompagnement et donc privant le cours d'eau de cet apport. Cela concerne des prélèvements dans une partie plus éloignée du cours d'eau.

Les nappes déconnectées concernent à la fois des nappes libres et des nappes captives non intégrées dans le compartiment précédent :

- les nappes libres sont des nappes qui sont en relation avec la surface du sol par l'intermédiaire d'une zone non saturée en eau. La surface piézométrique est donc à la pression atmosphérique, et son niveau peut fluctuer entre les hautes et les basses eaux annuelles. Les nappes libres sont généralement peu profondes. Le renouvellement de la ressource dans les nappes libres est rapide, par une fraction de la pluie qui percole à travers la zone non saturée ;
- les nappes captives sont des nappes comprises entre deux couches géologiques imperméables qui confinent l'eau sous pression, elles sont souvent profondes de quelques centaines de mètres ou plus. Le rééquilibrage entre les prélèvements et les entrées dans les nappes captives à grande inertie est très lent (plusieurs décennies, voire plusieurs siècles).

Pour certaines nappes captives peu profondes ou pour les parties proches des affleurements, elles participent partiellement au cycle hydrologique annuel et/ou leur exploitation peut conduire à une diminution des sorties, et donc à un impact sur les milieux aval.

Ces définitions techniques (nappe d'accompagnement et nappe déconnectée) doivent faire l'objet d'une délimitation à des fins de gestion de la ressource en eau, délimitation effectuée de manière concertée notamment dans le cadre de la réalisation des études de volumes prélevables.

Les retenues déconnectées concernent :

- les retenues qui ne sont pas liées au réseau hydrographique et hydrogéologique auquel elles se rapportent pendant la période d'étiage ;
- les retenues de substitution : il s'agit d'ouvrages artificiels permettant de substituer des volumes prélevés en période de basses eaux par des volumes prélevés en période de hautes eaux. Les dispositions instituant la période de remplissage et les contraintes de seuils correspondant à des débits de cours d'eau ou des niveaux de nappe déclenchant ou arrêtant le remplissage, sont notifiées pour chaque retenue par les services de l'État au gestionnaire de la réserve. Le remplissage est interdit en période d'étiage ;
- les retenues collinaires remplies uniquement par ruissellement et eaux de drainage.

Les retenues qui ne répondent à aucun des critères ci-dessus sont considérées comme connectées au milieu naturel.

Le caractère connecté ou déconnecté d'une retenue doit faire l'objet d'un inventaire à des fins de gestion de la ressource en eau et peut faire l'objet d'un acte administratif reconnaissant une gestion dite déconnectée.

Annexe 9: Liste des usines du bassin Adour-Garonne dont les ouvrages d'alimentation contribuent à la production d'électricité en période de pointe de la consommation au sens de l'article L. 214-18

Ouvrages concourant à la production d'électricité de pointe de consommation : usines concernées (art. R214-111-3 du code de l'environnement)		
USINE	COMMUNE	DEPARTEMENT
Usine génératrice dite d'Arrens	ARRENS-MARSOUS	Hautes-Pyrénées
Centrale d'Artigues	BAGNÈRES-DE-BIGORRE	Hautes-Pyrénées
Usine d'Artouste	LARUNS	Pyrénées-Atlantiques
Usine d'Aston	ASTON	Ariège
Usine hydroélectrique dite d'Auzerette	CHAMPS-SUR-TARENTEINE	Cantal
Usine de la chute de Bort	LANOBRE et BORT-LES-ORGUES	Corrèze
Usine de la chute de Brassac	BRASSAC	Tarn
Usine de la chute de Brommat	BROMMAT	Aveyron
Usine de la chute de Carla	LACROUZETTE	Tarn
Usine de la chute de Castelnau-Lassouts	LASSOUTS	Aveyron
Usine de Coindre	SAINT-AMANDIN	Cantal
Usine de la chute de Couesque	SAINT-HIPPOLYTE	Aveyron
Usine d'Eget	ARAGNOUET	Hautes-Pyrénées
Usine de la chute d'Enchanet	ARNAC	Cantal
Centrale de production d'électricité d'Eylie	SENTEIN	Ariège
Usine de la chute de Ferrières	FERRIÈRES-SUR-ARIÈGE	Ariège
Usine de la chute de Gèdre	GÈDRE	Hautes-Pyrénées
Usine de Courbières, dite usine de Golinhac	GOLINHAC	Aveyron
Usine de la chute de Grandval	LAVASTRIE	Cantal
Usine de L'Hospitalet	L'HOSPITALET	Ariège
Usine du Hourat	LARUNS	Pyrénées-Atlantiques
Usine de la chute de Lanau	CHAUDES-AIGUES	Cantal
Usine de la chute de Laparan	ASTON	Ariège
Usine de la chute de Lardit	CAMPOURIEZ	Aveyron
Usine de Lassoula	LOUDENVIELLE	Hautes-Pyrénées
Usine de Laval-de-Cère II	COMIAC	Lot
Usine de la chute de Marcillac	MARCILLAC-LA-CROISILLE	Corrèze
Usine du Mérens	MÉRENS-LES-VALS	Ariège
Usine de Miegebat	LARUNS	Pyrénées-Atlantiques
Usine du Migoélou	ARRENS-MARSOUS	Haute-Pyrénées
Usine de Montahut (turbine les eaux du Laouzas – Agoût – et les dérive vers le bassin Rhone Méditerranée)	SAINT-JULIEN	Tarn
Usine de la chute d'Orlu	ORLU	Ariège
Usine de la chute de Pinet	SAINT-VICTOR-ET-MELVIEU	Aveyron
Usine de Pont de Camps	LARUNS	Pyrénées-Atlantiques
Usine de la chute de Portillon	CASTILLON-LARBOUST	Haute-Garonne
Usine dite du Pouget	LE TRUËL	Aveyron
Usine de Pradières	AUZAT	Ariège
Usine de Pragnères	GÈDRE	Hautes-Pyrénées
Usine de Saint-Etienne-de-Cantalès	SAINT-ETIENNE-CANTALÈS	Cantal
Usine de Saint-Geniez-O-Merle	SAINT-GENIEZ-Ô-MERLE	Corrèze
Usine de la chute de Sarrans	SAINTE-GENEVIÈVE-SURARGENCE	Aveyron
Usine de Soulcem	AUZAT	Ariège
Usine de Tramezaygues	GÉNOS	Hautes-Pyrénées
Usine de la chute de Treignac	TREIGNAC	Corrèze
Usine de la chute du Truel	LE TRUËL	Aveyron
Usine de Vintrou	LE VINTROU	Tarn

(liste exhaustive à consulter Article R214-111-3) https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000023096317